

Afrique du Sud :

les Noirs veulent en finir avec l'oppression

P. 11

lutte ouvrière

**l'opération
Montand**

P. 20

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 881 - 20 avril 1985 - prix : 6 F

journée anticolonialiste



**Pour le droit à l'indépendance
du peuple Kanak**

sommaire

Dans le monde

Page 6 :

— Il y a 10 ans, le GRP à Saïgon : le peuple vietnamien vainqueur dans un pays dévasté par 30 ans de guerre impérialiste.

Page 7 :

— A propos de la Conférence internationale des dernières colonies françaises organisée par l'UPLG.

Page 8 :

— Espagne : les difficultés du PCE.

Page 9 :

— Danemark : les grèves contre l'austérité.

Page 10 :

— Albanie : la mort d'un dictateur, pas de la dictature.

Page 11 :

— Afrique du Sud : les Noirs veulent en finir avec l'oppression.

En France

Page 4 :

— Sèvres : la rage anti-jeunes du maire.
— Sorcellerie en Auvergne.

Page 5 :

— Le PCF en campagne pour un « Parti Communiste fort » : pour retourner dans la même impasse ?
— Les psychodrames de la cohabitation.

Page 12 :

— Essence : prix en garde-à-vue.

Page 13 :

— Central Inter Archives Paris ; Cram Rouen.

Page 14 :

— 1 800 licenciements chez Ducellier Auvergne.

Page 15 :

— La Cellulose d'Aquitaine (Saint-Gaudens) ; Del-poux (Carmaux).

Page 16 :

— Radios du CHR Besançon ; tri PTT Austerlitz Paris ; Renault Saint-Ouen.

Page 19 :

— 25, 26, 27 mai, c'est la fête.

Culture

Page 17 :

— Livre : *Les Indiens* de T. Fishlock.

Page 18 :

— Films : *Eijanaika* de S. Imamura ; *Poulet au vinaigre* de C. Chabrol ; *Blanche et Marie* ; 2010.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Marchand de mort

Hernu et ses amis du gouvernement sont contents : la France vient de faire une performance remarquable. Les ventes de l'industrie française d'armements ont atteint un record : 61,8 milliards, soit 20,2 milliards de plus qu'en 1982, année du précédent record.

Ce sont deux gros contrats qui expliquent ce boom : l'Arabie Saoudite a passé une commande à la Thomson-CSF d'une valeur de 30 milliards de francs, pour acquérir un système de défense anti-aérienne par missiles ; et l'émirat d'Abou Dhabi a commandé 18 avions de combat Mirage 2000, en échange de la livraison de pétrole à des prix avantageux.

76,6 % des ventes d'armes ont été faites au Maghreb, au Proche-Orient, à des pays comme l'Iran et l'Irak, déchirés depuis des années par la guerre. Des milliers de tonnes de bombes, des missiles, des Mirage y sèment la mort. Mais, victoire, l'attirail n'est pas américain, allemand ou anglais : il est français ! De cette différence, le gouvernement est fier. Et que lui importent ceux qui reçoivent les bombes, qui voient périr leur famille et leurs amis, détruire leur ville...

Que l'on s'appelle Giscard ou Mitterrand, Barre ou Fabius, il faut passer des commandes, le plus de commandes possible, sur un marché qui rapporte gros. Les marchands de canons, les Dassault, Matra et autres Thomson, peuvent donc être fiers de leurs commis voyageurs qui, sans risquer leur vie, eux, sauf pour l'ingénieur général Audran assassiné en janvier dernier, ont vaincu la concurrence.

Seulement, il y a une ombre à ce tableau idyllique : l'industrie française d'armements dépend trop de la seule clientèle du Maghreb et du Proche-Orient. Il faudrait donc pouvoir diversifier les commanditaires. Mais voilà la guerre est grande consommatrice d'armes ; et la guerre, pour l'instant, c'est au Proche-Orient qu'elle fait rage. Faudra-t-il attendre que des conflits entre Etats éclatent dans d'autres régions du monde, pour remplir les carnets de commandes ? Pas forcément, disent les spécialistes du commerce des armes, qui observent que, malgré leurs difficultés économiques, bien des pays du Tiers Monde continuent de conclure d'importants contrats militaires. Les commandes, en effet, se maintiennent à des rythmes soutenus dans des pays où les caisses sont pourtant vides et où les équipements des armées sont déjà excessifs : dans des pays où règnent la misère et le sous-développement.

Dans ce monde fou, les marchands d'armes pensent avoir encore de beaux jours devant eux. Et ceux qui les représentent à la tête des gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite, ont bien du pain sur la planche pour accomplir leur sale travail de représentants de la mort.

Marie-Claude SOLAC

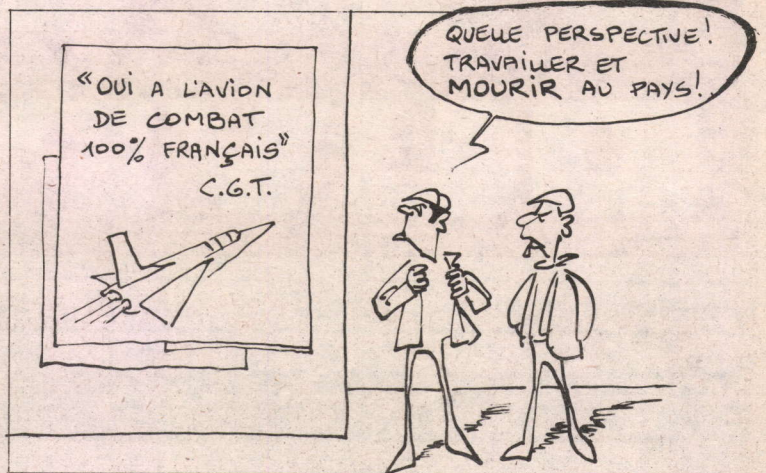
La paix par l'avion de combat ?

La Vie Ouvrière du 15 avril publie une interview du secrétaire général de la fédération CGT des travailleurs de l'Etat, sous le titre : « Oui à un avion de combat 100 % français ». Et le responsable CGT annonce que le 23 avril il ira à l'Elysée porteur de milliers de cartes-pétitions bleu-blanc-rouge affichant cette revendication.

« Demander la réalisation d'un avion de combat, cela semble peu banal pour une fédération de la CGT, que l'on sait, de longue tradition, pacifique », questionne hypocritement le rédacteur de la VO. Et

il aurait même pu ajouter : au passé antimilitariste, et pas seulement pacifiste.

Mais l'antimilitarisme de la CGT appartient bien au passé. Et l'interviewé explique : « Aujourd'hui, il serait complètement utopique de penser qu'un Etat puisse rester sans défense. (...) Il lui faut donc une défense nationale, dont un pilier, le pilier majeur selon nous, passe par une politique active de paix et de désarmement ». L'autre pilier, si l'on comprend bien, c'est... l'avion de combat !



A tous les coups ils gagnent

Il était difficile d'ignorer son existence : le Loto sportif avait envahi les panneaux publicitaires depuis quelques semaines. Eh bien, cette semaine, c'est parti !

Selon un sondage publié par L'Equipe, sept millions de personnes envisagent d'y jouer... à 12,50 F la mise. Cette manne devrait aller au mouvement sportif (30 %), dans les poches des parieurs (48 %), dans les caisses de l'Etat (12 %) et dans celles de la société Loto (9 %).

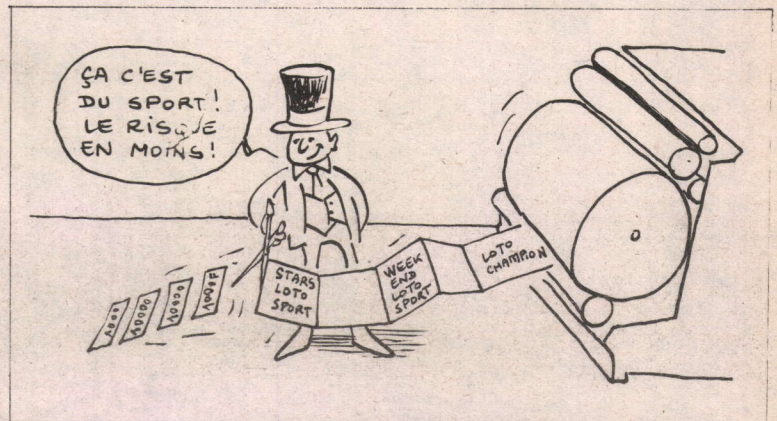
Mais d'autres vont aussi profiter de l'affaire.

Car sept millions de joueurs, pour un jeu qui donne l'impression d'avoir besoin de certaines infor-

mations, c'était alléchant pour la presse : sept millions de lecteurs potentiels à se partager !

Aussi, en plus des Week-End, Tiercé, Paris-Turf et autres journaux spécialisés dans les « informations » concernant le Tiercé, il y aura maintenant Sporto, Stars Loto sports, Week-end loto sport, Pronos sport, Loto champion, et la liste n'est certainement pas complète.

Si, pour le parieur, le Loto sportif est un jeu de hasard, ce n'est pas le cas pour les magnats de la presse : eux n'investissent qu'à coup sûr, que si, « à tous les coups, on gagne » !



Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Pour le droit à l'indépendance du peuple kanak

L faudra donc attendre la fin du mois pour savoir si Mitterrand et son gouvernement ont l'intention de choisir pour la Nouvelle-Calédonie le plan proposé par le délégué du gouvernement, Pisani, ou celui présenté par le président du gouvernement central de l'île, Dick Ukeiwé. Et cette nouvelle tergiversation vient en même temps que l'annonce d'un renforcement de la base militaire française de Nouméa, la capitale.

Pourtant Mitterrand et le gouvernement savent bien que l'impérialisme français n'a plus vraiment intérêt à maintenir contre vents et marées sa domination coloniale sur ce petit pays situé à 20 000 kilomètres de la France, qu'il a pillé pendant un siècle.

Cette île commence à coûter plus cher à la métropole qu'elle ne lui rapporte. Parce que le nickel ne vaut plus ce qu'il valait, sans doute. Mais aussi à cause des hauts salaires qu'il faut payer aux fonctionnaires venus de la métropole, à cause des franchises fiscales, à cause des gendarmes qu'il faut entretenir sur place pour maintenir l'ordre colonial que les Kanaks ne supportent plus.

Oui, tout cela, les politiciens de gauche le savent bien, tout comme leurs frères ennemis de la droite d'ailleurs, qui ne peuvent pourtant pas s'empêcher de crier à la trahison des intérêts français quand Mitterrand égratigne les intérêts immédiats des colons blancs de là-bas, les Caldoches, mais qui seraient bien contents de voir Mitterrand et la gauche régler le problème avant que la majorité change... et leur laisse le problème sur les bras...

Reste que la gauche s'est bien gardée de prendre les devants pour accorder aux peuples encore colonisés le droit de disposer d'eux-mêmes. Il a fallu les mouvements de révolte des Kanaks pour que les dirigeants politiques de l'impérialisme français envisagent de réviser leurs liens avec l'un de ces derniers vestiges de l'empire colonial français qu'est la Nouvelle-Calédonie. Et le plan de l'envoyé du gouvernement entend bien réserver aux colons blancs, aux Caldoches, un statut privilégié.

En tout cas, il n'est pas question pour ces représentants soi-disant socialistes de l'Etat Français d'accorder sans réserve au peuple kanak le droit de disposer de lui-même, et encore moins de lui restituer tout ce que les capitalistes du nickel, les colons blancs et les bourgeois grands et moyens lui ont pris depuis un siècle au nom de la France. Ce ne serait pourtant que justice.

Mais si les politiciens bourgeois français n'entendent

rien à cette justice, les travailleurs qui vivent en France, eux, sont bien placés pour la comprendre et la défendre. Car les capitalistes français, qui, depuis des siècles pillent les peuples coloniaux, exploitent aussi des millions de prolétaires français, européens, africains, maghrébins dans la métropole. Oui, les travailleurs savent bien, qu'avec toutes les richesses qu'eux et leurs semblables des pays pauvres extraient, transforment, produisent, il y aurait une autre coopération possible entre les peuples que celle qu'imposent les dirigeants du monde capitaliste.

Sans doute bien des travailleurs, bien des pauvres dans tous les pays du monde ont-ils perdu de vue cette perspective qui est celle de la révolution socialiste, dans le monde entier, pour renverser l'ordre impérialiste ; mais elle existe toujours et chaque révolte d'un peuple dans le monde peut en être un maillon si ceux qui la dirigent veulent bien voir plus loin que leurs frontières.

Cette perspective n'est pas non plus celle de ceux qui, comme Tjibaou parlent actuellement au nom du peuple kanak. Car Tjibaou, comme les dirigeants du FLNKS sont prêts à se contenter pour leur peuple d'une indépendance dans la pauvreté et le dénuement pourvu qu'eux, les dirigeants du peuple, deviennent des hommes d'Etat à part entière.

Mais cela ne peut ni empêcher, ni amoindrir la solidarité de la classe ouvrière de ce pays avec le peuple kanak, au contraire. Car pour que le peuple kanak ait d'autres perspectives, il faudrait qu'il trouve un appui, une force alliée justement dans la classe ouvrière française et dans ses organisations.

Alors bien sûr il est possible que beaucoup de travailleurs pensent que le peuple kanak ne vivra peut-être pas beaucoup mieux avec Tjibaou qu'il ne vit aujourd'hui. Mais cela, c'est le problème du peuple kanak. Or, depuis des mois maintenant le peuple kanak fait savoir qu'il veut son indépendance. Alors notre devoir, à nous, travailleurs de ce pays, notre intérêt de classe bien compris, c'est de dire haut et fort que nous sommes contre ceux qui veulent faire régner l'ordre colonial en Nouvelle-Calédonie, et que nous sommes dans le camp de ceux qui dans ces pays combattent l'impérialisme français.

C'est pourquoi Lutte Ouvrière appelle les travailleurs, ses militants, ses sympathisants, ses amis de la région parisienne à participer nombreux à la manifestation organisée à l'appel du FLNKS dans le cadre d'une journée nationale de soutien à l'indépendance du peuple kanak.

Arlette LAGUILLER

Non au colonialisme français soyons solidaires avec le peuple kanak

Le 20 avril 1985, à l'appel du FLNKS, une journée internationale de soutien à l'indépendance du peuple kanak est organisée principalement dans les pays du Pacifique (Australie, Nouvelle-Zélande, Vanuatu) et en Europe.

En France, l'Association Information et Soutien aux Droits du peuple kanak, en liaison avec le comité FLNKS de France, appelle à s'associer à cette journée, par une manifestation centrale à Paris, au cours de laquelle il est prévu que Jean-Marie Tjibaou prenne la parole.

Pour protester contre le colonialisme français et pour

le droit du peuple kanak à l'indépendance, Lutte Ouvrière appelle tous les travailleurs de la région parisienne à cette manifestation.

— Solidarité avec le peuple kanak qui est opprimé par le même impérialisme qui nous exploite !

— A bas le colonialisme français, liberté pour les peuples opprimés !

— Les prolétaires n'ont pas de patrie.

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !

**Manifestons nombreux
Samedi 20 avril à 13 h
Place Denfert-Rochereau
à Paris.**

L'EXTENSION DE LA BASE MILITAIRE DE NOUMEA

Un geste politique qui coûtera cher

On vient d'apprendre que l'état-major avait remis à Hernu, ministre de la Défense, un plan d'aménagement de la base militaire française de Nouméa, qui serait donc modernisée et étendue.

Ce rapport fait suite aux déclarations de Mitterrand du 20 janvier dernier quand, de retour de Nouvelle-Calédonie, il avait affirmé sa volonté de maintenir la présence militaire française dans cette région stratégique du monde.

Il ne s'agit encore que d'un rapport, et aucune décision n'est prise, dit-on. A ceci près qu'un sous-marin nucléaire, le *Rubis*, basé à Toulon, a d'ores et déjà appareillé, dit-on, en direction de la Nouvelle-Calédonie.

Au moment où le peuple kanak revendique son indépendance, voilà donc Mitterrand et

son état-major qui découvrent le « rôle stratégique déterminant » de la Nouvelle-Calédonie.

C'est envoyer le bouchon un peu loin. Contre qui l'armée française, à 20 000 km du territoire métropolitain, devrait-elle se défendre dans le Pacifique ? Contre l'Australie ? Contre les sous-marins soviétiques ?

Allons donc ! En cas de guerre mondiale, comme lors de la dernière, base française ou pas, c'est l'état-major américain qui fera la loi là-bas. En 1942, 300 000 GI's ont occupé l'île, et les quelques militaires français qui s'y trouvaient n'ont eu la force que d'applaudir... Mitterrand le sait parfaitement.

En fait, pour Mitterrand, ces projets d'extension de la présence militaire française en Nouvelle-Calédonie ne sont

sans doute qu'un geste politique, destiné à affirmer aux Kanaks peut-être, mais surtout à la droite française et caldoche, sa volonté de maintenir l'influence française, envers et contre tout. (Un geste politique qui, d'ailleurs, coûtera cher : de 140 millions à 1 milliard de francs !)

Alors le gouvernement peut rester muet sur les mesures qu'il prépare pour la Nouvelle-Calédonie, ce type de geste en dit long sur ses intentions.

En tout cas, importance stratégique ou pas, et base militaire ou pas, les Kanaks revendiquent le droit à disposer d'eux-mêmes et de leurs terres, de toutes leurs terres : ce ne serait que justice !

Jean-Jacques LAMY

SEVRES :

La rage anti-jeunes du maire

Violence, mépris, opérations commandos musclées : telles sont les méthodes qu'utilise la municipalité de droite de Sèvres (92) pour déposséder de leurs locaux des associations telles que « Possible » (insertion professionnelle des jeunes de 16-18 ans) ou « Issue de Secours » (club de jeunes), et réaliser dans la foulée des opérations immobilières fructueuses.

Cela commença en juillet 1984, quand le maire, Cailloneau, demanda à ces associations de quitter l'usine désaffectée MPMC qu'elles occupaient. N'ayant eu qu'une promesse orale de relogement, les associations refusèrent. Réponse du maire : il fit saccager leurs locaux pendant les vacances d'août. Trois ans d'archives furent détruites ainsi que les dossiers de 15 jeunes devant passer un examen professionnel en septembre et 15 autres jeunes ne pouvant pas s'inscrire au stage suivant.

Un jugement condamna le maire pour vol et voies de fait à 1 000 F d'amende ; un 2ème jugement le condamna à 3 500 F d'amende et à réintégrer les associations dans leurs locaux. Réponse du maire : le 13 décembre, il envoya un bulldozer et dix nervis commandés par son adjoint, M. Veteau, pour saccager les locaux ; mais ils durent reculer devant la détermination des occupants.

Mais ce n'est que partie remise. Le 3 janvier au matin, alors que la garde de police chargée de la protection des



La façade de la « coop de Sèvres » murée par la municipalité.

associations avait été levée par le commissariat, 30 hommes masqués, armés de barres de fer, grenades, revolver, crans d'arrêt, toujours dirigés par l'adjoint Veteau — chargé de la « construction » (sic) au Conseil municipal — saccagèrent les locaux, rouèrent les jeunes de coups. L'un d'eux fut défenestré du 2ème étage et reste handicapé à vie. Tout cela sous les yeux du Conseil municipal qui, rassemblé sur le trottoir d'en face, applaudissait aux violences des nervis, tandis que la police faisait le cordon pour empêcher que tout secours soit apporté aux occupants.

Beaucoup de Sévriens, qui étaient jusqu'alors restés spectateurs dans ces événements, ont été écœurés par la brutalité de Cailloneau et, le 6 janvier, plusieurs centaines de personnes sont descendues dans la rue pour protester contre ces méthodes.

Si les partis de gauche locaux ont apporté leur soutien matériel et juridique, le gouvernement, bien que tenu au courant des événements par les associations visées (« Possible » dépend directement du ministère de la Solidarité) ainsi que par l'ex-maire (PC) de Sèvres, n'a pas jugé bon d'intervenir contre les exactions locales de cette « droite revancharde » qu'il fustige si bien dans ses discours.

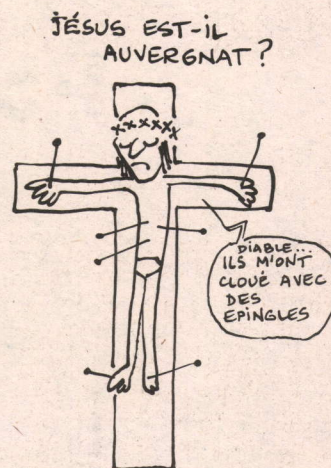
Eh bien, la municipalité de droite à Sèvres n'a pas grand-chose à craindre de ce côté-là, du côté du gouvernement comme du côté de la justice et de la police de ce pays. C'est sans doute cette impunité qui l'a amenée à commettre un nouveau forfait : le 5 avril à 6 heures du matin, elle faisait saccager et murer la coopérative biologique de la Grande-Rue sous la surveillance de ses nervis.

Correspondant L.O.

Sorcellerie en Auvergne

Magie noire et forces diaboliques : c'est de ce fléau, qu'on croirait venu d'un autre âge, que deux paysannes auvergnates se plaignent. On a, paraît-il, retrouvé d'incroyables quantités d'épingles dans la panse de leurs vaches ou de leurs moutons, qui en sont tous morts inexorablement. Les mêmes mystérieuses épingles apparaissent spontanément dans les lits le soir ou dans les bols de soupe. Il ne reste plus alors, pour conjurer le sort, qu'à les jeter dans le feu où, preuve de leur caractère diabolique, elles brûlent... Plus étrange, encore, ces braves dames retrouvent parfois sur leur lit des blocs de rochers de cinquante ou cent kilos, dont le déplacement serait tout aussi spontané. « Y a-t-il une explication naturelle ? » leur a demandé le reporter de la télévision. Elles ont répondu négativement ; le diable, assurément, est là-dessous.

Il faut dire que ces deux paysannes, bonnes chrétiennes et assidues au culte du petit Jésus, ont quelques excuses à leur obscurantisme. Les autori-



tés catholiques, mises au courant de ces faits troublants, ont dépêché sur place un exorciste patenté — se méfier des imitations !

Cet homme assermenté et breveté par la hiérarchie religieuse, interrogé à son tour par le journaliste, a déclaré que les faits constatés n'avaient d'autre explication que surnaturelle et que, assurément, le diable existait.

On pensait que, de nos jours, ces transformateurs d'eau en vin avaient au moins peur du ridicule. Mais il ne faut pas croire aux miracles.

CONTRATS

Les dessous-de-table

Pour enlever un contrat, il faut être concurrentiel. On n'arrête pas de nous le rabâcher.

Erreur : il faut arroser, et beaucoup. Une enquête du fisc dans les comptes de la puissante entreprise du bâtiment, la Société Auxiliaire d'Entreprise (SAE), donne l'occasion au *Canard enchaîné* de dévoiler une petite partie du pot aux roses.

La société fictive Tradeco, installée à Chypre, commandait du matériel à des sociétés françaises et refacturait le même jour ce même matériel à la filiale saoudienne de la SAE, 20 % plus cher. La différence restait donc à l'étranger, en devises. Pour se justifier, la SAE explique qu'il s'agissait du mode de paiement des commissions d'un « intermédiaire » (comprenez : les pots-de-vin

versés pour l'enlèvement du contrat).

Mais ce ne sont pas ces pratiques que conteste le fisc : c'est qu'il n'en ait pas été tenu au courant. Car la loi française admet parfaitement que les entreprises « rémunèrent » dans les contrats à l'étranger les « intermédiaires ». Il y a même un service spécial du ministère des Finances qui autorise le montant de ces pots-de-vin ! C'est ainsi que Thomson a versé, pour le fameux contrat passé cette année avec l'Arabie Saoudite, la modeste somme de 5,5 milliards de francs lourds !

Epluchage pour épluchage, comme ces pratiques doivent aussi être celles des entreprises étrangères, le fisc devrait s'intéresser aussi à tous les « intermédiaires » français qu'il doit bien y avoir derrière nos importations...

Et vogue la galère !

La Société Française de Transport Maritime (SFTM), qui dépend du groupe Worms, a décidé de transférer deux de ses pétroliers sous pavillon de complaisance, celui des Bahamas.

Une telle décision, qui correspond à des pratiques courantes chez nombre d'armateurs, a suscité la réprobation des syndicats de marins. La CGT parle même de grève générale. Le secrétaire d'Etat à la Mer a pour l'instant bloqué l'opération.

Le président de la SFTM, François Rozon, menace : « Ou bien nous les vendons (nos bateaux), ou bien nous trouvons une formule de pavillon plus économique ».

Ce que veulent en fait les armateurs, — et en cela F. Rozon a, même en France, bien des prédécesseurs, comme la société Louis Dreyfus, Gaz Océan ou les Chargeurs Réunis —, c'est économiser sur les coûts d'exploitation de ses navires. Battre pavillon de complaisance lui amènerait une économie de 1 500 dollars par jour et par bateau.

L'armateur compte gagner sur tous les tableaux. Sur les

congrés d'abord : dans la législation française, un marin a droit à 19 ou 20 jours de congé par mois d'embarquement, alors que la moyenne européenne n'est que de 15 jours. Sur les charges sociales, qui s'élèvent en France à 42 % du salaire, un record européen d'après les patrons. Sur la couverture sociale des salariés, et en particulier sur le paiement des soins dus par l'armateur pendant quatre mois à compter du jour du débarquement. Sur les retraites des marins et officiers. Et en plus de tout cela, il faut encore, disent les patrons, supprimer l'obligation de la présence de deux hommes de veille, au lieu d'un généralement, à la passerelle, et surtout (car c'est ce que les armateurs visent à terme) ne plus être obligé d'embaucher uniquement du personnel français mais pouvoir, comme cela se fait couramment sous les pavillons de complaisance, utiliser des personnels sous-payés d'Asie du Sud-Est ou d'autres pays du Tiers Monde.

Le rêve des armateurs français serait de pouvoir bénéficier des mêmes possibilités que celles offertes aux arma-

teurs américains, dont 52 millions de tonnes flottent sous pavillon de complaisance (essentiellement libérien), ceux de Hong Kong (39,5 millions de tonnes), les Grecs (30,8 millions de tonnes) et depuis peu les Allemands et les Britanniques.

Aujourd'hui, en France, ces pratiques sont encore limitées par les pouvoirs publics. Sur trois cent quarante navires, une quarantaine seulement voguent sous pavillon de complaisance (libérien, panaméen, chypriote ou des Bahamas).

« Sur un marché ouvert, le plus faible coule ; il faut donc être concurrentiels », clament les armateurs. Et pour ce faire, ils sont prêts à jeter par-dessus bord tous les avantages acquis dont bénéficie actuellement le personnel navigant. Que leur importe, pourvu que les profits flottent. Mais il n'est pas dit que les marins acceptent d'encaisser ces mauvais coups qu'on veut leur asséner. Dans le passé, ils avaient déjà réagi contre de telles tentatives. L'avenir risque donc d'être houleux. Souhaitons qu'il le soit pour les armateurs.

C.L.

Les députés italiens font la bleue !

Comme la France, l'Italie est une démocratie parlementaire... C'est dire le rôle important que doit y jouer cette vénérable institution... C'est sans doute pour cela que, lundi 15 avril, seuls 29 députés sur 630 avaient jugé bon de se déplacer, et la séance a dû être reportée. Pour la quatrième fois consécutive !

Le président de la Cham-

bre, un membre du Parti Communiste Italien, a pris le coup de sang : pour que ses collègues arrêtent de sécher, il a décidé d'instaurer le pointage au début de chaque séance.

Quelle bonne idée ! Et qui serait à compléter avec le salaire au rendement : les électeurs pourraient supprimer tout ou partie du salaire des députés en cas d'insatisfaction...

Pour retourner dans la même impasse ?

« Tous les communistes ont l'immense responsabilité de bien comprendre et de bien agir pour faire reculer les idées de fatalité et de soumission ». La déclaration du Bureau politique du PCF, publiée le 17 avril dans *L'Humanité*, prend l'allure d'un appel solennel. Sur le plan politique, en France, « la cote d'alerte est dépassée ». « Cette politique économique et sociale désastreuse se double d'une attaque en règle contre la démocratie » ; « le contenu de la loi électorale pour

1986 est déterminé en fonction de sa capacité à affaiblir le Parti Communiste ».

Or, affirme la direction du PCF, « il n'y a pas d'espoir de faire changer les choses en France en faveur de l'emploi, de la justice, de la dignité, de la démocratie, de l'indépendance et de la paix, sans un Parti Communiste fort et actif ». Le moment est donc venu pour les membres du PCF de tout faire pour « expliquer et rendre crédible la perspective neuve que nous propo-

sons », « de faire vivre la politique du 25^e Congrès ».

La direction du PC avait décidé d'organiser, du 10 au 20 avril, une campagne pour la remise aux adhérents du parti des documents du congrès et de la carte 1985 pour ceux qui ne l'auraient pas encore. Il semble que la mobilisation des militants sur cette tâche se soit heurtée à des difficultés puisque, annonce le Bureau politique, malgré des premiers résultats « encourageants », « ces résultats

demeurent insuffisants pour atteindre l'objectif fixé : permettre à tous les communistes d'être en possession le 20 avril des documents du congrès, terminer à cette date la remise des cartes à tous les adhérents de 1984 ». La déclaration du Bureau politique reconnaît que « la direction du parti porte une part de responsabilité dans cette situation », « du fait d'abord de la date choisie, à proximité ou pendant les congés de Pâques », mais « surtout du fait d'insuffisances dans l'impulsion de cette campagne ». Et il annonce que la campagne est prolongée d'une semaine, jusqu'au dimanche 28 avril : il reste donc douze jours, dont deux week-ends, pendant lesquels il doit y avoir « priorité absolue au parti » pour « remettre les documents du parti aux 610 000 communistes », leur permettre « d'avoir leur carte 1985 le 28 avril ».

Une bonne partie de la presse n'a pas manqué de brocarder sur « le PCF à la recherche de ses adhérents perdus » ou, comme *Libération*, sur les menaces voilées de « distribution de bons points et de bonnets d'âne » que comporterait implicitement cette déclaration. Le PCF est une organisation qui s'appuie en grande partie sur le dévouement volontaire de ses militants, et c'est une logique à laquelle nombre de plumitifs sont imperméables.

Le fait est pourtant que les difficultés du PCF à redonner du tonus à ses militants transparaissent en filigrane dans cette déclaration. Et on comprend pourquoi : la « politique économique et sociale désastreuse » qu'elle dénonce n'est à tout prendre ni plus ni moins désastreuse qu'il y a un an, lorsque le PCF était encore au gouvernement. Cela fait des années que la direction du

parti proclame qu'il faut « un Parti Communiste fort ». Mais c'est elle-même qui l'a affaibli en apportant, pendant trois ans, son soutien et sa participation directe à un gouvernement de rigueur et d'austérité, comme elle le reconnaît implicitement en parlant d'aller representer la carte aux militants « qui ont pu être abusés les années précédentes », c'est-à-dire ceux qui alors se sont éloignés du parti.

Et en quoi donc la politique du « rassemblement populaire majoritaire », devenue la politique du parti depuis le dernier congrès, serait-elle vraiment « une politique neuve », comme le dit la déclaration ? Avec qui se ferait ce « rassemblement » ? Sur quelle politique ? Combien de ministres communistes faut-il pour un « Parti Communiste fort » ? Et que feraient-ils d'autre, alors, que ce qu'ils ont déjà fait au sein des gouvernements de Mitterrand ? Le 25^e congrès, justement, n'a apporté aucune réponse à ces questions.

Bon nombre de militants sont aujourd'hui découragés, démoralisés par la situation ; les responsables du PCF ont bien du mal à redonner le moral à leur parti. Nous ne nous en réjouissons pas, car leur énergie, leur combativité manquent à toute la classe ouvrière aujourd'hui. Mais pourquoi se remobiliser, si c'est pour rééditer une politique qui vient de conduire à l'échec ? Si c'est pour redonner à un « Parti Communiste fort » un crédit qu'il gaspillera à nouveau au service d'une politique antiouvrière ? Il faut « avancer », déclare le Bureau politique du PCF. Mais encore faudrait-il ne pas avancer dans la même impasse.

André FRYs

Les psychodrames de la cohabitation

La proportionnelle aux prochaines élections n'est pas encore adoptée et fait toujours couler beaucoup d'encre dans les milieux de droite. L'UDF et le RPR parlent même de mener bataille au Parlement et au Sénat, bien que sans trop y croire...

En fait, tout le personnel politique se comporte comme si c'était déjà fait et se prépare activement aux échéances futures.

L'annonce même de la proportionnelle avait déjà entraîné force agitation dans les milieux politiques. Dans les rangs de la droite bien sûr, à quelques exceptions près, mais aussi dans quelques têtes de gauche. Tous au nom du pays et du peuple, bien sûr, mais chacun pour soi, en fonction de ce qu'il pouvait escompter du nouveau mode électoral.

A la base, il s'agissait surtout de compter les places susceptibles d'être perdues ou gagnées. Aux sommets, on visait — c'est normal — plus haut : au-delà des législatives de 1986, le regard fixé sur l'horizon 1988, c'est-à-dire les présidentielles.

D'où ces positions pour, sans être pour, tout en étant pour, d'un homme de droite comme Giscard, ou celle franchement hostile d'un homme ex-gouvernemental comme Rocard.

Les calculs qui président à toutes ces prises de position découlent des résultats escomptés aux prochaines élections. L'hebdomadaire *L'Express* a fait les comptes, sur la base du résultat des européennes. Il a dressé une carte possible de la future Assemblée.

D'après ce journal, on y trouverait quelque 45 députés du PC à une extrémité, contrebalancés par quelque 44 députés du Front National de l'autre. Et au milieu 137 députés du PS, mais surtout 351 de la nou-

velle Sainte-Alliance UDF-RPR. Car c'est une retombée paradoxale de la proportionnelle à la mode socialiste qu'avec seulement 42,9 % des suffrages exprimés une formation puisse obtenir près de 60 % des sièges !

Dans cette hypothèse favorable à la droite, celle-ci pourrait gouverner et Mitterrand ne pourrait que se soumettre ou se démettre. Mais les jeux ne sont pas faits. Si Mitterrand a retenu la proportionnelle tronquée, c'est précisément parce qu'il escompte d'autres résultats.

Avec des forces plus « équilibrées », sans majorité de droite nette et sans appel, il pourrait jouer des uns et des autres, et de l'ambition de tous pour constituer des gouvernements qui lui laisseraient une plus grande marge de manœuvre.

Mais en attendant, à chacun de prendre position en fonction de ses intérêts propres.

Barre a pris les devants. Ce « père Dodu », comme l'appelle Marcel Debarge du PS, un père Dodu mâtiné de Ducros tant il se décarcas pour épicer la cuisine électorale et mettre au point sa propre recette présidentielle, a semé le premier la zizanie dans le Landernau de droite en refusant de « cohabiter » avec Mitterrand en cas de victoire, proposant même une véritable « grève des Premiers ministres ».

De son côté, en sportif entraîné et ne manquant pas de souffle, Chaban-Delmas, le maire de Bordeaux, a invoqué les mânes du général De Gaulle, qui lui aurait fait des confidences en faveur de la cohabitation. Muni de ce viatique, Chaban a donc fait des offres. Mais il n'a pris aucun risque. De toute façon, à 70 ans, il a l'âge

d'un Premier ministre de transition. Et il n'est pas dans la course du président de la République.

Chirac, lui, y est. Et à fond. Du tiercé Giscard-Barre-Chirac, il espère bien être le numéro gagnant. Il n'a pas, lui, le handicap de Giscard, et possède la machine électorale du RPR, que n'a pas Barre. Gouverner pendant 2 ans est encore, calcule-t-il, la meilleure place pour gagner le sprint final. D'où son hostilité ouverte aux propos disharmonieux du « masochiste » Barre.

En fait, le « masochiste » n'aime pas souffrir, mais n'a guère le choix. Sans appareil électoral derrière lui, il ne peut espérer être le futur gouvernement. Il ne peut que viser les présidentielles, en restant au-dessus des partis, et en espérant — voire en suscitant — le départ de Mitterrand... et une élection anticipée.

Ce faisant, Barre divise un peu plus la droite, qui n'en pouvait mais. Pour « cohabiter », les Chirac, les Lecanuet, les Léotard et autres ont besoin de la majorité. Celle-ci est déjà bien effritée par le succès de Le Pen. Une ponction Barre serait catastrophique. D'où ces souffrances... qui font si mal à Chirac, mais réjouissent tant le Parti Socialiste. Aux propos inquiets du premier : « Les socialistes ont tout intérêt à voir se développer une polémique politicienne sur ce faux débat de la cohabitation qui entraîne une certaine incohérence », répondent ceux du PS : « si Barre nous rend service, je ne vois pas pourquoi on se priverait de ce plaisir-là ».

Pourquoi se priver, en effet, quand les plaisirs deviennent si rares...

Alain MARQUET

LUTTE DE CLASSE Le n° 117 — avril 1985 — vient de paraître.

Au sommaire :

- le racisme, avatar du nationalisme.
- Les organisations nationalistes des « dernières colonies françaises » à la recherche d'une reconnaissance par l'impérialisme.
- Vers un « Parti des Travailleurs » ou un rassemblement électoral des déçus du mitterrandisme ?
- « Socialist Action », le scargillisme et la grève des mineurs.

Le peuple vietnamien vainqueur dans un pays dévasté par trente ans de guerre impérialiste



Il y a dix ans, en avril 1975, le régime de Thieu, maintenu au Sud-Vietnam par les USA, s'effondrait.

Les troupes du Front National de Libération du Sud-Vietnam et celles du Nord-Vietnam avaient investi la ville de Hué le 25 mars, puis le 30 mars Da Nang, la deuxième ville du sud. Le 21 avril, Thieu s'enfuyait en Thaïlande. Les 6 000 Américains encore présents à Saïgon étaient évacués par avion et hélicoptère vers des navires croisant au large, ainsi qu'environ 40 000 Vietnamiens particulièrement compromis avec eux.

Mais plusieurs centaines de milliers de personnes qui, bon gré mal gré, avaient collaboré avec les USA, soldats ou employés du régime Thieu, petits bourgeois enrichis grâce aux dollars américains, ne purent s'échapper.

Le dernier combat de la poignée de GI's qui restait à l'ambassade américaine de Saïgon le 29 avril fut de repousser à travers les grilles, à coups de crosses et de grenades lacrymogènes, les milliers de Vietnamiens qui voulaient embarquer dans les hélicoptères assurant la navette avec la flotte américaine. Les maîtres d'hier laissaient en plan ceux dont ils s'étaient servis quinze ans durant.

Le 30 avril 1975, le Gouvernement Révolutionnaire Provi-

soire entra à Saïgon.

Le Vietnam allait être réuni et était enfin libéré des armées impérialistes et des régimes qu'elles avaient installés au sud du pays. Il avait fallu pour cela 30 ans de guerre.

Après l'impérialisme français, l'impérialisme américain

D'abord, de 1945 à 1954, contre l'impérialisme français. Celui-ci, vaincu à Dien Bien Phu, réussit cependant à imposer avec l'appui des grandes puissances, URSS comprise, la division du pays lors des accords de Genève : au régime nationaliste de Ho Chi Minh, le nord ; au régime pro-américain de Diem, le sud. Des élections générales prévues par les accords devaient permettre la réunification du pays dans un délai de deux ans. Mais le régime Diem et les USA s'y opposèrent, voulant avant tout « barrer la route au communisme ».

Soumis à une répression impitoyable au sud, les nationalistes reprirent peu à peu la lutte, avec le soutien du Nord-Vietnam. Le Front National de Libération, le FNL, fut officiellement créé en 1960.

Argent, armes et conseillers américains ne suffisant pas pour endiguer le développement de la guérilla et maintenir en place les régimes corrompus de Diem et de ses successeurs, les USA envoyèrent avions et soldats dans le sud dès 1961. A partir de 1965, les raids de bombardiers se succédèrent contre le Nord-Vietnam et les campagnes du sud, lançant en 7 ans plus de bombes sur le pays que n'en reçut la planète entière durant la Deuxième Guerre mondiale. Le contingent de GI's grossit jusqu'à atteindre le chiffre de 500 000 en 1967. Les USA voulaient montrer, comme le disait Johnson, alors président, qu'ils « ne pouvaient être vaincus par la force des armes ».

Le 31 janvier 1968, lors de l'offensive du Têt, le FNL attaqua dans des villes du sud, bastions des troupes américaines, réussissant à occuper plusieurs jours, voire plusieurs semaines, comme à Hué, divers bâtiments, démontrant l'appui qu'il rencontrait, y compris dans les villes.

Les USA, malgré leur gigantesque machine de guerre, malgré les bombes, le napalm, les défoliants déversés dans les campagnes du sud, malgré le regroupement de centaines de milliers de villageois dans des camps et les villes (la population de Saïgon passa alors de 500 000 à 4 millions d'habitants), ne parvinrent pas à vaincre.

Une guerre pour l'exemple

Le 31 mai 1968, Johnson dans un discours télévisé annonça qu'il cherchait désormais à négocier et son représentant Harriman rencontrait des représentants du Nord-Vietnam à Paris.

Mais, à défaut de pouvoir imposer leur loi au Vietnam, et alors que les pourparlers étaient engagés avec les combattants vietnamiens, les USA

s'attachèrent à maintenir leur domination dans cette région du monde. Les troupes américaines intervinrent en avril 1970 au Cambodge, pour soutenir le nouveau régime pro-américain de Lon Nol et, au-delà, montrer à tous leurs alliés dans la région qu'ils étaient toujours prêts à faire usage de leur force. Nixon, le nouveau président, déclarait alors : « Si la nation la plus puissante du monde se comporte comme un géant pitoyable et impuissant, les forces du totalitarisme et de l'anarchie menaceront les pays et les institutions libres dans le monde entier ». Mais, dans le même temps, les USA se rapprochèrent de la Chine. La visite de Nixon à Pékin en 1972 visait ainsi, par les moyens de la diplomatie et au moment où les relations Chine-URSS étaient particulièrement tendues, à s'en faire une alliée dans le but de maintenir un statu quo favorable à l'impérialisme en Asie du Sud-Est, dans le cas où celui-ci se dégagerait du Vietnam.

Au Vietnam même, toute la politique des USA visait à faire payer le plus cher possible au peuple vietnamien sa victoire, à maintenir la division du pays en deux, en tentant de renforcer le régime à leur solde au sud, à montrer ainsi aux peuples du monde ce qu'il en coûte de s'opposer à eux. Comme le disait en 1969 Kissinger, bientôt chef de la diplomatie américaine et négociateur à Paris : il faut laisser le Vietnam « si épuisé que le but même de 30 années de guerre sera compromis ».

Les négociations traînent, les Américains prolongent la guerre

Aussi les négociations durèrent 4 ans, durant lesquels le retrait progressif des GI's n'empêcha pas la guerre de se poursuivre. En décembre 1971, un mois avant la signature des accords de Paris, les USA lancèrent encore, en 11 jours, 3 000 raids de bombardement contre le Nord-Vietnam.

Par les accords, signés en janvier 1972, les USA évacuaient le pays, mais le Vietnam restait coupé en deux.

Pendant trois ans encore, Thieu, fort d'une armée d'un million d'hommes, équipée et encadrée par les USA et bénéficiant du soutien d'une partie de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie enrichie grâce aux dollars déversés par l'armée américaine, refusa toute concession et recommença à mener des attaques contre le FLN dans le delta du Mékong et le long de la frontière cambodgienne.

Mais son régime était miné de l'intérieur. Le départ des troupes US vit s'évanouir la pluie de dollars qu'elles déversaient et la prospérité économique factice qu'elle entretenait à Saïgon. Aucune véritable activité industrielle ou commerciale n'avait été dévelop-

pée. Un rapport de l'ambassade américaine à Saïgon notait en 1974 : « 90 % des soldats n'étaient pas assez payés pour nourrir leur famille. La corruption dépassait à présent toutes les bornes, les commandants empochaient la solde de leurs troupes et détournaient d'autres fonds ».

Les officiers de l'intendance réclamaient souvent des pots de vin pour fournir aux soldats du riz ou autres denrées et exigeaient même de l'argent pour donner aux combattants des munitions, de l'essence et des pièces de rechange. L'armée pressurait les paysans ».

C'est ce régime pourri et vomé par la majorité de la population qui tomba en avril 1975.

Une victoire sur l'impérialisme américain qui n'a pas aboli le sous-développement

La victoire de janvier 1973 puis d'avril 1975 fut la victoire de tout un peuple. Une victoire chèrement payée. La guerre avait fait deux millions de morts, 5 millions de blessés. Un million d'hectares de champs, 600 000 hectares de rizières avaient été dévastés, ainsi que forêts, digues, routes rendues inutilisables. Aujourd'hui encore, 750 000 handicapés témoignent de l'atrocité de la guerre menée par les USA.

Cette victoire permit au peuple vietnamien d'obliger l'impérialisme américain à se retirer de son pays. Mais, comme le déclarait alors le successeur de Nixon, Ford, « ces événements, pour tragiques qu'ils soient, n'annoncent ni la fin du monde ni celle du leadership américain dans le monde » ; un monde où un pays pauvre, dévasté de plus par la guerre, ne peut par ses seules forces sortir son peuple de la misère. Les nationalistes vietnamiens, en se donnant pour seul but l'indépendance de leur pays, quels que soient les moyens choisis, ne pouvaient et ne peuvent y parvenir.

Le blocus économique imposé par l'impérialisme après l'intervention vietnamienne au Cambodge aggravait encore la situation ; tout comme le choix qu'ils ont fait d'entretenir une armée d'un million d'hommes, dont 150 000 au Cambodge, qui contribue à ruiner encore davantage l'économie du pays. Le Vietnam est aujourd'hui un des vingt pays les plus pauvres du globe : si les famines de l'ère coloniale n'ont plus cours, si la situation y est moins tragique que dans d'autres pays du Tiers Monde dominés par l'impérialisme, la malnutrition y sévit tout de même.

Pour que le peuple vietnamien, comme les autres peuples du Tiers Monde, sorte de la misère, il faudra que l'impérialisme soit vaincu à l'échelle du monde.

Michel BROUSSE



A propos de la Conférence internationale des dernières colonies françaises, organisée par l'UPLG

Du 5 au 7 avril 1985 s'est tenue au Moule, une petite ville de la Guadeloupe, une Conférence internationale des dernières colonies françaises, organisée par la principale organisation nationaliste guadeloupéenne, l'Union pour la Libération de la Guadeloupe (UPLG).

Cette conférence, avant même de débiter, avait suscité bien des commentaires haineux de la presse de droite de la métropole. Ainsi, sous le titre « Une conférence de terroristes », *Le Figaro* du 4 avril rageait contre ceux qui « vont pendant trois jours cracher sur le drapeau français, affirmer que la France n'a apporté que le malheur dans tous ces départements et préparer des actions communes pour balayer le « colonialisme français ».

Le gouvernement, de son côté, n'est pas resté inactif et a interdit l'entrée sur le territoire de la Guadeloupe à tous ceux qui n'étaient pas officiellement français. Des délégations venues des îles voisines n'ont donc pas pu assister à la conférence.

C'est que les hommes politiques de droite, comme ceux se prétendant socialistes, ne reconnaissent pas aux populations colonisées leur juste droit à l'indépendance.

Dans deux de ses numéros successifs, ceux du 6 et du 13 avril 1985 (l'un étant paru avant la tenue de la conférence et l'autre après), l'hebdomadaire trotskyste antillais *Combat Ouvrier*, qui dénonce l'oppression et l'exploitation par l'impérialisme français des peuples non seulement de Guadeloupe et de Martinique, mais aussi de tous les pays qui sont encore sous sa domination, discute quelques aspects de la politique de l'UPLG.



A gauche, Lucien Péruttin, un des dirigeants de l'UPLG (AFP)

COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IV^{ème} Internationale.

• N° 296
du samedi 6 avril

« Cette conférence, avant même d'être commencée, a suscité un certain nombre de commentaires dans la presse et dans la population. Dans la population, beaucoup de gens considèrent comme une bonne chose le fait d'organiser une conférence internationale pour dénoncer l'existence même du statut colonial dans les sept derniers territoires directement administrés par l'impérialisme français. (...) »

Aujourd'hui, si l'objectif de l'UPLG a un caractère international, on est quand même bien loin de l'internationalisme véritable. C'est la coordination hypothétique d'un certain nombre d'organisations anticolonialistes et ce n'est même pas l'unité de lutte réelle entre ces différentes organisations.

Pourtant il reste qu'une telle conférence aurait pu permettre de poser un tel problème. Mais l'UPLG a décidé elle-même sciemment, consciemment, de ne pas le poser, en refusant d'inviter par exemple d'autres tendances anticolonialistes existant en Guyane, Martinique et en Guadeloupe. Elle a eu surtout comme objectif d'apparaître comme le seul interlocuteur représentant le peuple guadeloupéen. (...) »

Depuis quelques mois, l'UPLG a rangé au vestiaire son ancien mot d'ordre, « un seul peuple, une seule organisation, l'UPLG ». Mais manifestement, on a beau chasser le naturel, quelquefois, il revient au galop. Cela dit, il ne faut pas voir dans

l'organisation de cette conférence uniquement ce seul aspect. En dépit de la conduite peu démocratique de l'UPLG vis-à-vis des organisations existant en Guadeloupe, en dépit des limites de l'internationalisme de l'UPLG, dont nous avons parlé, il faut bien voir que nous sommes dans une lutte et qu'à tout prendre, il vaut mieux des gestes d'internationalisation qui gênent l'impérialisme, que des réflexes de nationalisme étroit qui lui laissent ailleurs les couées franches. »

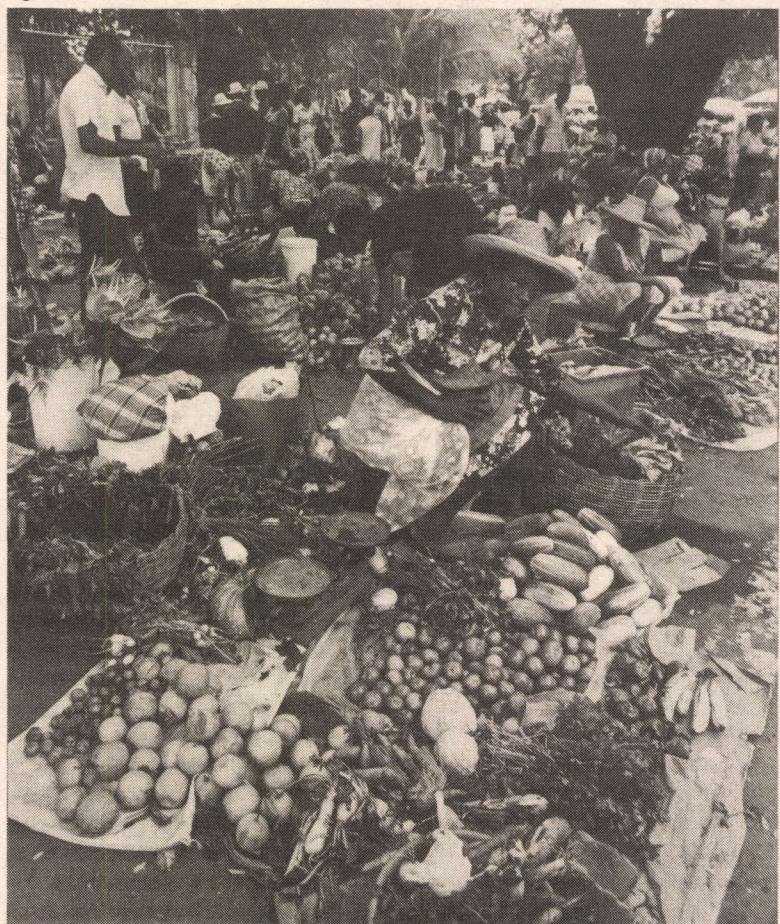
• N° 297
du samedi 13 avril

« La conférence s'est déroulée tranquillement, sans grande surprise. La plupart des mouvements indépendantistes des DOM et TOM ont réaffirmé leur position indépendantiste, et ont souhaité à la fin de la conférence s'organiser pour coordonner l'action et faire une démarche auprès de l'ONU, de façon que les DOM-TOM soient considérés comme des colonies ».

Puis, évoquant une manifestation convoquée par l'UPLG, *Combat Ouvrier* commente :

« Le succès populaire de la manifestation fut mitigé. (...) On peut estimer une participation se situant entre 2 000 et 3 000 personnes, ce qui apparemment n'a pas satisfait outre mesure les organisateurs, qui proclamaient attendre un nombre de gens beaucoup plus important. (...) Ces 2 000 ou 3 000 personnes qui étaient là

confirment pourtant que l'UPLG reste, en dehors du Parti Communiste, l'organisation anticolonialiste la plus importante. L'objectif de l'UPLG aujourd'hui est d'acquiescer une base suffisamment large pour être en mesure de provoquer une situation qui obligera le gouvernement français à discuter avec elle. Pour l'instant, elle ne peut que prendre date et tenter de se hisser à ce niveau au cours des années qui viennent. Mais l'UPLG n'est pas la seule force politique existant en Guadeloupe et, sans compter le Parti Communiste Guadeloupéen, il existe d'autres organisations qui, tout en étant plus faibles que l'UPLG, n'en ont pas moins une existence réelle. L'UPLG elle-même n'est pas une organisation homogène. Il n'est pas certain que les travailleurs qui adhèrent dans des syndicats contrôlés par l'UPLG se sentiront à tout moment et en toutes circonstances en harmonie avec un certain nombre de patrons, cadres dirigeants des entreprises. Car aujourd'hui même, des travailleurs se posent la question de savoir en quoi leurs intérêts, dans une Guadeloupe indépendante, pourraient être les mêmes que ceux d'un grand patron du bâtiment comme Bibrac, récemment converti à l'anticolonialisme, après avoir eu une certaine notoriété comme patron de combat. Le grand problème de l'UPLG, c'est qu'il tente de regrouper dans une seule et même organisation exploités et exploités, petits bourgeois et ouvriers, en essayant de con-



Le marché à Fort-de-France (Martinique) (AFP).

cilier les intérêts des uns et des autres au nom de l'efficacité de la lutte anticolonialiste. Le gros de l'argumentation de la direction de l'UPLG c'est de dire : « réglons d'abord le problème de l'indépendance, ensuite on verra ». Mais cet « on verra » n'a aucun contenu social et politique, sinon qu'on ne verra rien de plus que le pouvoir des possédants guadeloupéens à la place des colonialistes français. Aucune organisation anticolonialiste qui se prétend populaire ne peut esquiver ce problème. (...) »

En réalité la seule indépendance qui permettra aux travailleurs et à toute la population pauvre de ne pas voir leur sort s'aggraver dans une Guadeloupe indépendante, dans l'avenir, sera celle qui aboutira à un Etat contrôlé par les travailleurs, par les pauvres. Cela veut dire qu'aujourd'hui les travailleurs doivent se méfier et rejeter la fusion dans un même mouvement avec les possédants guadeloupéens, quels qu'ils soient. (...) »

Etant donné que l'UPLG est un mélange de classes, qu'est-ce qui garantit aux travailleurs que ce n'est pas cette orientation-là, celle des possédants, qui va triompher ? Car nous savons que, dans une lutte politique, le seul moyen de triompher pour les travailleurs, c'est d'avoir leur propre parti, indépendant de toute autre classe sociale, avec leurs propres objectifs. Ce n'est pas cela que dit la direction de l'UPLG, bien au contraire. (...) »

Alors les militants et sympathisants qui ont des illusions là-dessus peuvent encore aujourd'hui soulever ces problèmes, y réfléchir, en discuter avec les militants d'autres organisations et entre eux-mêmes. Il n'est pas non plus certain que toute la direction de l'UPLG soit réellement favorable à servir de tremplin pour amener au pouvoir une classe de possédants guadeloupéens, tout en réclamant des sacrifices aux travailleurs. Mais c'est aujourd'hui qu'il faut discuter cela, ouvertement, publiquement et réellement. »

Les difficultés du PCE

Rien ne va plus entre les actuels dirigeants du Parti Communiste d'Espagne et l'ex-secrétaire général de ce parti, Santiago Carrillo, qui en a été pendant des décennies une figure historique.

Sauf un imprévisible retournement de dernière heure, le Comité central du PCE devrait en effet considérer officiellement que Santiago Carrillo et ceux qui le suivent sont « auto-exclus » des organes de la direction. Quant à Santiago Carrillo, qui accuse ce même Comité central de ne pas avoir le courage de l'exclure, il continue d'affirmer que ses partisans et lui-même ne sont pas une « fraction », mais les « organisations régulières du parti ».

Cette crise vient après bien d'autres qui ont surgi au cours de ces huit dernières années, où l'on a vu le Parti Communiste d'Espagne — l'organisation la mieux structurée de l'Espagne au lendemain de la dictature franquiste — devenir un groupuscule qui, d'après les sondages, ne devrait recueillir que 4,6 % des voix et n'obtenir les suffrages que d'un cinquième des ouvriers.

LE RECUL DU PCE

L'histoire du recul du Parti Communiste d'Espagne — le « Parti », comme tant de travailleurs l'appelaient sous la dictature, même si eux-mêmes n'en faisaient pas partie — a commencé en 1977 quand, à peine sorti de la clandestinité, Carrillo a engagé son parti dans une collaboration éhontée avec le gouvernement Suarez, dans l'espoir de prendre les socialistes dans une tenaille « centre-gauche » qui devait — croyait-il — lui permettre d'occuper le terrain de la social-démocratie.

Les dirigeants communistes ont alors tout fait pour démontrer que le PCE était un parti honorable et respectueux de l'ordre établi et du nouveau régime qui se mettait en place. Ils ont participé à l'élaboration de la Constitution, ont accepté la monarchie juan-carliste, le drapeau bicolore traditionnel. Ils ont été aussi les meilleurs avocats du pacte de la Moncloa, le premier essai de la bourgeoisie espagnole pour mettre au pas la classe ouvrière et garantir la paix sociale pendant la période trouble de la transition de la dictature au nouveau régime.

Ils ont alors déçu bien des travailleurs, sans attirer à eux de nouvelles couches de la petite bourgeoisie. Et leurs résultats électoraux de juin 1977 montrèrent que leur tactique n'était pas payante sur le terrain électoral. Aux élections législatives, le PCE n'obtenait que 9,38 % des voix, tandis que le PSOE, avec 29,27 % des voix, apparaissait déjà comme le deuxième parti après celui de Suarez. Cela n'a pas empêché le PCE, sous l'égide de Carrillo, de continuer à offrir ses services aux gouvernements de Suarez et de Calvo Sotelo jusqu'en 1982. Cela a valu à Carrillo d'être reconnu comme un « homme ayant le sens de l'Etat » et d'être traité par la bourgeoisie comme un politicien respectable.

Les consultations électorales suivantes furent marquées par d'autres reculs du PCE et, après la débâcle électorale d'octobre 1982 (ces élections furent marquées par le succès du Parti Socialiste, le PSOE, et le triomphe de Felipe Gonzalez), les autres dirigeants du PCE — qui avaient pourtant soutenu cette politique jusqu'alors — ont accusé Carrillo d'être le principal responsable de la chute du PCE.

Celui-ci tombait à moins de 5 % des voix et ne réussissait à conserver que 4 députés, sur les 20 qu'il avait depuis 1977. Santiago Carrillo fut invité à démissionner du poste de secrétaire général en faveur de Gerardo Iglesias, un jeune de l'appareil, que Carrillo croyait dévoué à sa personne mais qui par la suite s'est retourné contre lui.

DES LUTTES DE FRACTIONS...

Et depuis lors Santiago Carrillo n'a cessé de manœuvrer pour récupérer le contrôle du parti. La lutte de fractions à l'intérieur du PCE a abouti dans un premier temps à la création d'un Parti Communiste de tendance « pro-soviétique » dirigé par Ignacio Gallego, un ancien inconditionnel de Carrillo. Ce dernier, qui se sait « persona non grata » du côté russe, aurait sans doute préféré que Gallego et les siens restent au sein du PCE, pour l'aider dans sa lutte contre la nouvelle direction. Mais Gallego a choisi de se placer en dehors, pour essayer d'attirer vers lui les militants mécontents ou écœurés par la politique du PCE.

Finalement, ce qui devait arriver est arrivé. Ayant la plus grosse partie de l'appareil avec eux, et donc la majorité dans la base du parti, Gerardo Iglesias et les actuels dirigeants ont décidé de mettre Carrillo et les siens au pied du mur, en convoquant à la veille des vacances de la semaine sainte une Conférence nationale. Les « carrillistes », s'y trouvant en minorité, se trouvaient contraints soit de la boycotter, soit d'y assister et de cautionner ainsi la politique de la direction actuelle.

Ils ont choisi de ne pas y assister, donnant ainsi à l'actuel secrétariat le prétexte pour prendre des mesures disciplinaires contre eux. Pour l'instant, cela s'est traduit par leur exclusion du Comité exécutif et du Comité central et par le remplacement de Carrillo à son poste de porte-parole parlementaire du PCE. Pour renforcer ces mesures, le secrétariat a engagé des actions judiciaires pour expulser Carrillo et les siens des locaux qu'ils détiennent encore ; il a bloqué tous les comptes bancaires des dissidents.

Tout semble donc indiquer que cette nouvelle crise au sein du PCE, crise dont il est bien difficile de prévoir les rebondissements et les conséquences, est en réalité une scission définitive.

... MAIS AU NOM DE QUELLE POLITIQUE ?

Les représentants de ces deux fractions rivales ne se battent pas pour des politiques vraiment différentes ni pour des motifs concernant les intérêts de la classe ouvrière d'Espagne.

La politique que propose l'actuel secrétaire Gerardo Iglesias ressemble beaucoup à celle dont parlait Santiago Carrillo quand il était secrétaire général. Gerardo Iglesias projette, pour faire face aux prochaines échéances électorales, une « convergence avec d'autres forces de gauche » — groupes et personnalités écologistes, pacifistes, nationalistes de gauche, voire groupes d'extrême-gauche, trotskystes ou maoïstes. De leur côté, Carrillo et les siens viennent de créer dans le même but une « plateforme d'unité communiste » pour présenter des listes électorales parallèles.

Gerardo Iglesias, l'actuel secrétaire général du PCE... (AFP)

... et le futur « auto-exclu », l'ex-secrétaire général Santiago Carrillo (avec des lunettes) (AFP).

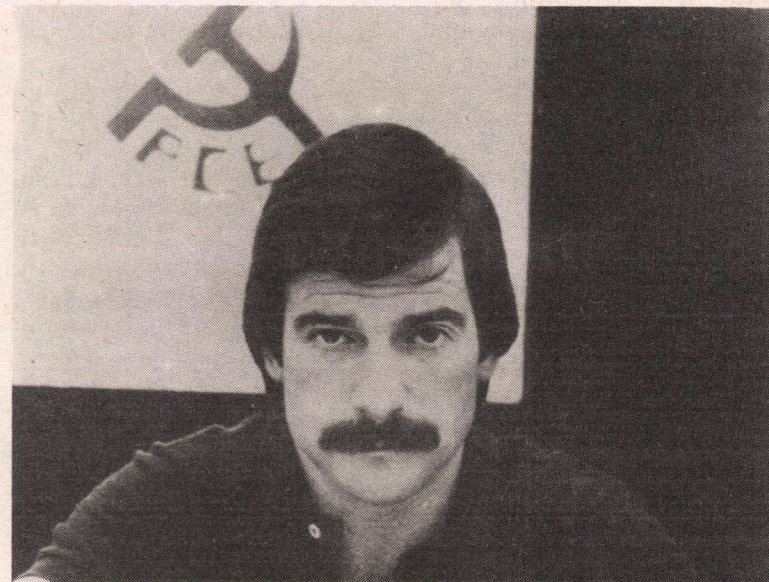
Les intérêts de la classe ouvrière d'Espagne aujourd'hui ne sont le centre des préoccupations ni des uns ni des autres. Et quand Carrillo reproche à Iglesias de vouloir faire disparaître les signes d'identité du PC en allant aux élections sans la faucille et le marteau, cela a de quoi faire rire. Comme si cela aurait beaucoup d'importance, après tout ce qu'il a fait subir au parti pendant le dernier quart de siècle ! Et c'est toujours lui qui dénonce l'instauration au sein du PCE d'une « dictature du secrétariat » qui « malmène une série de personnes de grande valeur pour le parti », tout en menaçant de faire appel au Tribunal Constitutionnel pour faire respecter ses droits aux locaux et aux sigles du PCE.

Le parti a bon dos. Car c'est

bien sûr aussi en son nom qu'Iglesias dit se battre. Et il fait grief à Carrillo de suivre le jeu du PSOE, qui voudrait « liquider » et le PCE et les Commissions Ouvrières. A ce titre, la question que ce même Iglesias posait dans une interview publiée par *Cambio 16* est bien significative. G. Iglesias se demandait : « Si le PSOE réussissait à en finir avec le PCE et les Commissions Ouvrières, que se passerait-il ? ». Et il répondait aussitôt : « Eh bien, le malaise éclaterait d'une façon qui déséquilibrerait le système ». En voilà donc encore un qui ne veut pas rester en arrière quand il s'agit de montrer son « sens de l'Etat »...

Alors bien sûr, toute cette crise a quelque chose de dérisoire et de ridicule. Mais il y a eu dans le passé trop de militants, trop de travailleurs qui ont sacrifié leur vie ou leur liberté pour le PCE en croyant le faire pour le communisme, pour qu'on puisse en sourire. Et aujourd'hui encore on ne peut oublier qu'il y a eu en Espagne trop de militants et de travailleurs qui vont se sentir découragés et écœurés par cette clique d'arrivistes, prêts à tous les marchandages pour conserver ou conquérir au sein de la société bourgeoise leur label d'hommes politiques au service de la classe dominante, pour qu'on puisse penser que cela ne nous concerne pas.

Gabriel CATALA



La multiplication des pesetas... des patrons

Dans l'Espagne de Felipe Gonzalez, ce n'est pas non plus la crise pour tout le monde.

Le Monde Diplomatique de mars 1985 rapportait que les entreprises privées ont plus que doublé leurs bénéfices en 1983 (117 milliards de pesetas en 1983, contre 47 milliards en 1982).

Et, toujours d'après ce journal, cette bonne santé dans le monde des capitalistes s'expliquerait « par le moindre poids des dépenses de personnel ».

Cela s'explique bien sûr en partie par l'extension du chômage. Ainsi, d'autres statistiques apprennent que, dans le courant de cette même année 1983 (la première année de gouvernement socialiste), le chômage a progressé au rythme moyen de 1 200 chômeurs de plus par jour. Si bien qu'à la fin de l'année 1984, en Espagne, 21,6 % de la population active était en chômage, soit 2 870 000 personnes environ.

Mais les économies sur « les dépenses de personnel » proviennent aussi d'un autre phénomène engendré par l'extension du nombre de chômeurs et par le fait que ceux-ci sont peu — et bien souvent pas du tout ou plus du tout — rémunérés : l'extension du travail sans contrat.

Ce recours au « travail au noir » est aujourd'hui quelque chose de tout à fait officiel en Espagne. Les patrons y ont recours car ils n'ont ainsi besoin de payer ni la Sécurité sociale, ni le treizième mois, ni les diverses allocations, ni les congés. Les salaires peuvent être inférieurs à ceux définis par les conventions collectives. Et les patrons ont tout lieu de penser que le travailleur sans contrat hésitera à prendre le risque de revendiquer.

Le gouvernement de gauche, qui connaît parfaitement l'existence de ce « travail au noir » généralisé, ne fait bien sûr rien pour en protéger les travailleurs. Mais il va même plus loin. Constatant que ce système lèse l'Etat, car employeurs d'ouvriers sans contrat et travailleurs sans contrat échappent ainsi à l'impôt, il avait choisi de compenser ce manque de rentrées par une augmentation des... impôts directs sur les salaires, ce qu'il vient d'abandonner pour que cela ne réduise pas les dépenses à la consommation ; reconnaissant ainsi qu'il était allé trop loin.

Henriette MAUTHEY

Les grèves contre l'austérité



Des manifestants tentent d'enfoncer la porte du parlement danois.

Pendant près de vingt jours, du 24 mars au 11 avril, le Danemark a été secoué par une grève importante.

Dans ce petit pays de 5 millions d'habitants, membre de la CEE, le taux de chômage est l'un des plus élevés d'Europe du nord et atteint les 11 %. La préoccupation principale du gouvernement Schlüter, formé à partir d'une coalition de plusieurs partis de droite et qui a pris la succession du Parti Social-Démocrate en 1982, c'est d'imposer, comme partout, une politique d'austérité.

Chaque année, une convention collective est négociée entre les représentants du patronat et les représentants de la seule grande centrale syndicale qui s'appelle l'Organisation Nationale (Lands Organisation - LO). Cette centrale est liée au Parti Social-Démocrate ; elle déclare 1,2 million de cotisants et elle est fort respectueuse des lois et des prérogatives patronales. Mais cette année le patronat danois s'est montré particulièrement intransigeant. En effet, face au syndicat qui demandait la semaine de travail de 35 heures sans perte de salaire (au lieu de 40 heures actuellement), un salaire minimum et une protection accrue contre

l'inflation (10 % selon les prévisions de cette année), le patronat campe depuis six mois sur ses positions, refusant de céder.

Alors, pour appuyer la négociation, le syndicat LO a appelé à la grève et cet appel a été suivi par une large fraction des 320 000 travailleurs du secteur privé. Une participation qui est le signe certainement d'un large mécontentement.

Mais le 30 mars le Parlement contre-attaquait et votait un règlement contre la grève, imposant la reprise sous peine d'amendes (400 F par gréviste et par jour de grève !). Le texte comportait en outre un véritable plan d'austérité. 2 % d'augmentation cette année, 1,5 % l'année prochaine et un peu moins pour le secteur public : 1,75 et 1,25 %. Ce qui reviendrait, d'après les calculs d'un journal trotskyste danois, *Klassekampen*, à perdre pour les deux années à venir, vu le taux de l'inflation, l'équivalent de ce qui a déjà été perdu pendant les trois années précédentes sur les salaires.

Sur le plan des 35 heures, le Parlement danois n'accordait que 39 heures, et encore, pour... 1987, avec en outre des clauses

de flexibilité qui, en fait, autorisent les patrons à faire travailler plus de 40 heures en cas de nécessité. Par contre, les versements du patronat pour les caisses de retraite et la formation professionnelle, ainsi que les impôts, étaient allégés.

Ce vote du Parlement a été perçu comme une provocation et a entraîné la manifestation du 1^{er} avril et un élargissement de la grève. Une partie des 200 000 travailleurs du public se sont joints aux autres grévistes. On a vu 100 000 manifestants dans les rues de Copenhague, la capitale, porter des pancartes sur les 35 heures et dénoncer « Schlüter et ses rats ». Des manifestants ont essayé de défoncer les portes du Parlement en utilisant les guérites des gardes comme bélier.

Mais si la direction du syndicat était prête à faire une démonstration de force, elle n'était pas prête à conduire une lutte sérieuse des travailleurs contre le gouvernement et le patronat. Certains dirigeants syndicaux ont appelé à la poursuite de la lutte, mais la centrale syndicale LO et le Parti Social-Démocrate n'ont pas cherché à renforcer le mouvement. Ils se sont au contraire efforcés de faire

rentrer les travailleurs dans le rang. Ils se sont appuyés sur la menace des amendes pour justifier leur attitude et les dirigeants de la centrale LO ont alors parlé de « poursuivre la lutte sous d'autres formes ». On sait ce qu'il y a derrière ce genre de formule. Le Parti Social-Démocrate n'a d'ailleurs pas caché qu'il estimait qu'il faut s'opposer à la politique du gouvernement danois sur le seul terrain parlementaire et attendre les élections de... 1988.

Après la journée du 1^{er} avril où il y avait 200 000 travailleurs en grève, le mouvement a décliné. Il y a eu 100 000 grévistes le lendemain et 30 000 le surlendemain. Une semaine après, il semblait que seul un noyau dur envisageait la poursuite de la lutte.

Les travailleurs danois n'ont peut-être pas dit leur dernier mot, mais ils viennent, en tout cas, de faire l'expérience que, s'il y a quelque chose de pourri au Danemark, ce ne sont pas seulement le patronat et le gouvernement, mais aussi les prétendus dirigeants ouvriers du Parti Social-Démocrate et de la centrale syndicale LO.

Jacques FONTENOY

La mort d'un dictateur, pas de la dictature

Le 11 avril, Enver Hodja est mort, après 40 ans de dictature sur l'Albanie « socialiste ». Son successeur, Ramiz Alia, aussitôt désigné, s'est engagé devant la dépouille du défunt à « garder l'Albanie telle qu'elle est, toujours forte, toujours rouge... », c'est-à-dire toujours aussi peu « socialiste ». Car il faut bien dire que ce régime n'a rien à voir avec le socialisme dont il se réclame.

Ce minuscule Etat des Balkans, situé le long de l'Adriatique en face de l'Italie, entre la Yougoslavie et la Grèce, peuplé de trois millions d'habitants, en majorité des paysans montagnards, était sous domination turque jusqu'en 1912. Indépendant après la Première Guerre mondiale, malgré les puissances impérialistes qui avaient prévu à Versailles son partage entre ses voisins, le pays tomba de 1925 à 1939 sous la férule d'un féodal albanais ; Zogu — le roi Zog I^{er}, roi-let d'opérette, était la risée des classes dirigeantes européennes, mais n'en exerçait pas moins une dictature sanguinaire sur la population albanaise.

En 1939, les armées de Mussolini transformèrent l'Albanie en colonie de l'Italie et, à la capitulation italienne en 1943, les troupes allemandes prirent le relais.

C'est durant la guerre que le Parti Communiste Albanais — aujourd'hui le Parti du Travail — connut un véritable développement. Jusqu'à l'occupation italienne, il y avait en Albanie des groupes communistes, localisés chacun sur une ville, sans grands liens entre eux et en butte à la répression. Depuis 1928, l'Internationale stalinisée ne reconnaissait que le groupe de Korça, qui eut pour chef quelques années plus tard Enver Hodja. Les autres groupes, tel le groupe des Jeunes, implanté à Valona, étaient considérés comme trotskystes. Leur influence dépassait celle des stalinien.

C'est sous la férule du Parti Communiste Yougoslave que l'unification entre les différents groupes fut imposée. Les stalinien engagèrent une lutte sans merci contre les dirigeants des autres groupes, assassinant, torturant les trotskystes ou supposés tels, et d'une façon générale tous ceux qui n'acceptaient pas la « ligne » unique des dirigeants agréés par Moscou. Cela en pleine dictature fasciste, alors que les sbires de ce régime faisaient, de leur côté, une meurtrière chasse aux « rouges ».

L'épuration achevée, le Parti Communiste se lança dans des actions d'éclat, attaquant des casernes, l'aéroport, organisant des manifestations-éclair spectaculaires. Dans les montagnes, des groupes de partisans s'armèrent et créèrent le noyau de ce qui devint, dès la fin de l'occupation italienne, une véritable armée populaire. Comme la résistance yougoslave, la résistance albanaise



devint un mouvement de masse, menant la vie dure à l'occupant italien, et capable de tenir en échec les troupes allemandes. Lorsque celles-ci se replièrent à la fin de la guerre, le terrain fut aussitôt occupé par la résistance.

Comme en Yougoslavie, c'est donc en dehors de l'intervention des troupes alliées que s'est constitué le gouvernement provisoire albanais, dominé par le Parti Communiste d'Enver Hodja. Mais, comme ailleurs, c'est en se mettant à la tête du mouvement national, en menant une politique purement nationaliste, que le Parti Communiste acquit sa puissance. Sa politique n'avait plus rien de communiste. Les choix faits depuis lors par les dirigeants albanais furent faits au nom des intérêts du régime et de l'Etat, c'est-à-dire en fonction d'intérêts nationaux et de rien d'autre.

Au lendemain de la guerre, alors que le pays était dévasté, l'aide soviétique, en particulier en céréales, plaça le pays dans l'orbite de Moscou. Les relations avec les « partis frères », tel le Parti yougoslave, évoluèrent, elles aussi, au gré des affrontements nationaux. Aussi nationalistes les uns que les autres, les dirigeants albanais et yougoslaves se heurtèrent très vite pour des questions de frontières : la province albanaise du Kosovo, occupée de longue date par les Serbes, avait été libérée de l'occupation allemande par la résistance albanaise ; celle-ci céda la place à la résistance yougoslave sous promesse de l'organisation d'un référendum.

Celui-ci ne vint jamais. Aussi quand Tito, le dirigeant yougoslave, rompit avec l'URSS, Enver Hodja saisit l'occasion pour manifester sa rancœur à l'égard de son voisin. Il choisit le camp de l'URSS, rompit toute relation avec la Yougoslavie. Les justifications doctrinales suivirent contre le « révisionniste » Tito,

Enver Hodja s'affirma le meilleur des stalinien.

Plus tard, au début des années 1960, l'aide soviétique se faisant pesante, Enver Hodja, utilisa la rupture sino-soviétique pour emboîter le pas à la Chine et reprocher leur « révisionnisme » aux dirigeants soviétiques. Enfin, l'évolution du régime chinois, son rapprochement avec l'impérialisme américain amorcé par Mao Tsé Toung et amplifié à la mort de celui-ci, le procès intenté en Chine à la « bande des quatre », fournit à Enver Hodja un motif pour accuser les dirigeants chinois à leur tour d'être des « révisionnistes »... En restant le seul stalinien officiel de par le monde, Enver Hodja avait trouvé le moyen de ne plus devoir à personne la moindre allégeance, fût-elle purement théorique, et une justification à son nationalisme farouche et à son repli sur lui-même... En même temps, chaque rupture fut l'occasion de purges sanglantes au sein du Parti du Travail, la plus récente étant le « suicide » du Premier ministre Mehmed Shehu.

Le régime albanais a été longtemps présenté, par quelques courants d'extrême-gauche européens en mal de guides, comme un modèle politique. Curieux « modèle » que cette dictature d'une poignée de dirigeants nationalistes, vivant en caste fermée dans un quartier de Tirana interdit à la population !

Après quarante ans de « socialisme », l'Albanie reste un pays sous-développé — le plus pauvre d'Europe — fermé sur lui-même, dans cette région des Balkans qui reste sous bien des rapports aussi pauvre, aussi... balkanisée qu'elle l'était avant la dernière guerre mondiale, même si c'est entre divers Etats prétendument « socialistes ».

J.-J. FRANQUIER



L'Albanie est un petit pays des Balkans, un peu plus petit que la Belgique et peuplé d'un peu moins de trois millions d'habitants.

Les deux-tiers du pays sont situés à plus de 1 000 mètres d'altitude, et 65 % de la population est rurale.

Le pays reste aujourd'hui un pays sous-développé, mais le peu de développement qu'il a connu est postérieur à 1945. Jusqu'à cette date, il ne comptait aucune voie ferrée !

Le régime d'Enver Hodja a tenté de créer quelques industries en développant les extractions minières (ferronickel, cuivre et surtout chrome), l'extraction de pétrole. Diverses industries ont été créées, tel le combinat sidérurgique d'Elbasan, aujourd'hui relié par chemin de fer à Tirana. Mais l'essentiel de la production reste agricole : élevage d'ovins, de bovins et surtout de chèvres, culture du maïs, du riz et, dans une moindre mesure, du blé.

La première université du pays a été créée en 1957 à Tirana.

TURQUIE

Cinq militants d'extrême-gauche condamnés à mort

En Turquie, cinq militants de l'organisation d'extrême-gauche Dev-Yol ont été condamnés à mort le 16 avril à Adana, dans le sud-est du pays. Onze autres militants ont été condamnés à la réclusion à perpétuité, soixante-quinze à des peines allant de cinq à vingt ans de prison. Ils étaient accusés d'avoir organisé des actions terroristes avant le coup d'Etat militaire de septembre 1980.

En 1983, les militaires turcs se sont soi-disant effacés, laissant la place à un gouvernement civil. En fait, c'est toujours le terrorisme d'Etat, et les terroristes en uniforme qui sont au pouvoir. C'est ce qu'on appelle « le monde libre ».

Les Noirs veulent en finir avec l'oppression

Le gouvernement sud-africain de P-W Botha a fait deux nouveaux gestes pour tenter de donner une meilleure image de lui à l'étranger. C'est tout ce qu'on peut dire des décisions, annoncées le 15 avril, de revoir la législation qui prohibe les mariages et les relations sexuelles entre personnes de races différentes, et d'opérer un retrait complet des troupes d'intervention sud-africaines en Angola. Car, dans le pays même, on voit mal comment des mesures pourraient faire illusion auprès de la population de couleur qui subit, semaine après semaine, les assauts de la police du régime raciste.

Bien sûr, la loi de 1949 prohibant les mariages inter-raciaux et l'Immorality Act de 1957, qui interdit les relations sexuelles entre personnes de couleur différente, sont des lois odieuses, qui résument bien toute la bêtise et l'ignominie du système d'Apartheid. Mais le racisme et l'oppression ont existé en Afrique du Sud avant elles, et les couples mixtes ont été pourchassés avant qu'il y ait pour cela une base légale. Ils pourront désormais exister officiellement, certes. Mais où pourra aller vivre un tel couple, dans un pays qui reste implacablement divisé en « zones noires », « zones blanches », « zones métisses », « zones indiennes » ? Dans quelles écoles iront leurs enfants, alors que toute la législation et les pratiques du pays restent fondées sur la ségrégation raciale la plus complète ? Et qu'est-ce qui empêchera la police, elle aussi entraînée à la répression brutale de tout ce qui lui semble enfreindre l'ordre raciste, d'exercer ses vexations, ses contrôles, son arbitraire ?

Et puis, surtout, quel rapport entre cette annonce d'un assouplissement législatif qui concernera peut-être quelques milliers de couples mixtes dans tout le pays, qui d'ailleurs ne verra peut-être jamais le jour car il se heurte déjà à l'opposition parlementaire des jusqu'au-boutistes de l'Apartheid, et l'immense revendication politique et sociale qui monte, depuis des mois, de l'ensemble des masses noires sud-africaines ? Quel rapport, sinon le fait que, face à cette lutte que la répression violente de sa police ne parvient pas à briser, le gouvernement Botha essaie désespérément, par quelques concessions dérisoires, de faire croire qu'il a changé ?



Des jeunes manifestants noirs à Sharpeville, près de Johannesburg (AFP).

Cela le gouvernement des Etats-Unis le croira peut-être, ou fera semblant de le croire. Quelques journalistes y verront peut-être le début d'une réelle réforme du régime d'Apartheid ; mais certainement pas les Noirs de Soweto ou des autres « townships », ces agglomérations dans lesquelles le régime parque, loin des villes blanches, la population de couleur sur laquelle est construite toute la richesse de l'Afrique du Sud. Car le problème pour eux n'est pas de savoir s'ils ont le droit ou non d'avoir un conjoint blanc. Leur problème est d'en finir avec une oppression qu'ils ne supportent plus ; une oppression marquée dans les conditions de logement, de transport, de travail, de salaire, dans l'absence des droits politiques les plus élémentaires, dans les contrôles incessants et la précarité de la situation de toute la population noire ; une oppression qui touche en fait tous les aspects de la vie et qui est symbolisée par cette police dressée à tuer et qui fait sentir son poids, sa surveillance brutale sur tous les actes de la population noire.

Depuis des mois justement, malgré la répression, la population noire d'Afrique du Sud se bat. Les travailleurs des mines d'or ont mené des grèves, la population des « townships » a arrêté le travail, et manifesté dans la rue, les écoliers et étudiants ont boycotté les cours. Contre tous ces mouvements, la police est intervenue, faisant chaque fois des morts. Mais les

manifestations suivantes n'en ont été que plus nombreuses, plus déterminées, plus résolues.

C'est cette mobilisation et elle seule qui fait que le régime de Botha paraît aujourd'hui impuissant, malgré sa police et son arsenal répressif, et qu'il tente vainement d'afficher quelques velléités de « réformer » l'Apartheid. Il ne parvient plus à faire peur. Les masses sud-africaines, d'une manifestation à l'autre, découvrent leur force. Les reculs,

même purement verbaux, du gouvernement ne font que la leur confirmer. Et l'on commence à découvrir, dans l'attitude des dirigeants occidentaux ou au fil de leurs journaux, cette peur : la peur que les événements d'Afrique du Sud ne débouchent, finalement, sur une véritable révolution.

Et en effet ce ne sont ni le courage ni la détermination qui manquent aux masses noires d'Afrique du Sud, pas même la conscience de leur force. Ce qui leur manque pour ouvrir de vérita-

bles perspectives à leur lutte, c'est un parti révolutionnaire prolétarien, parlant et agissant au nom des plus pauvres, des plus déshérités des travailleurs et des chômeurs sud-africains, au nom de tous les peuples noirs d'Afrique du Sud, d'Angola, du Mozambique, de l'ex-Rhodésie, qui ne veulent pas seulement changer de maîtres mais aspirent à une autre façon de vivre dans la justice sociale et la dignité.

A.F.

Quand la répression devient impuissante

C'est quelque quarante mille à soixante mille personnes qui se sont rendues samedi 13 avril dans la cité noire de Kwanobuhle, près de Port-Elisabeth, pour l'enterrement des dix-neuf victimes de la tuerie de Langa et de neuf autres victimes des affrontements entre policiers et manifestants noirs qui se sont produits ces dernières semaines dans cette région d'Afrique du Sud.

A Langa, le 21 mars, la police avait fait feu sur un cortège organisé — déjà — pour l'enterrement de certaines de ses victimes. Les policiers avaient affirmé avoir été agressés à coups de pierres. En réalité, ils avaient ouvert le feu de sang-froid sur une foule désarmée, et c'est encore ce qu'ils ont

fait les semaines suivantes au cours des manifestations qui ont continué à se produire dans les ghettos noirs.

« Ils ne pourront pas nous tuer tous », proclamait paraît-il un calicot brandi lors de l'enterrement de Kwanobuhle. La police sud-africaine a dû se résoudre à laisser celui-ci se dérouler sans heurt et se transformer du coup en un vaste rassemblement politique contre le régime. C'est la démonstration que la répression exercée ces dernières semaines, loin de briser les Noirs, a renforcé leur détermination, leur solidarité, leur conscience de leur force collective.

Les affrontements ne cessent plus en Afrique du Sud. Ils n'ont même pas

cessé le temps de l'enterrement de Kwanobuhle. Huit personnes ont encore été tuées par la police les 13 et 14 avril dans le pays. Mais en fait il semble que, au moins dans un certain nombre de ghettos noirs, la police doive se résigner à une situation de mobilisation permanente de la population, dans laquelle les seules autorités réelles sont les dirigeants des mouvements noirs, tandis que les autorités légales — c'est-à-dire les quelques notables noirs qui se sont prêtés à la collaboration avec le pouvoir blanc — se cachent, sous peine d'être les premières cibles de la colère de la population. Le régime sanglant de Botha ne cesse de buter sur cette mobilisation, sur cette détermination des Noirs.

Essence : Prix en garde-à-vue

S'étonnant du prix élevé de l'essence, mettant en cause les pétroliers accusés de faire monter l'indice des prix, Bérégovoy a tonné la semaine dernière : « *si les prix des carburants ne baissent pas, je prendrai des mesures* ».

Depuis que les prix sont libres, le consommateur pouvait espérer, la concurrence aidant, des rabais substantiels à la pompe. C'est du moins ce que laissaient entendre les pouvoirs publics. Or il n'en a rien été. Mis à part quelques grandes surfaces, où les prix pratiqués sont conçus comme des prix d'appel pour attirer le consommateur, ailleurs, et en particulier sur les autoroutes, ils n'ont cessé de monter. Et ce malgré la baisse régulière du dollar ces derniers temps, qui elle aussi aurait dû accentuer la diminution des prix.

Bérégovoy a-t-il été entendu ? Toujours est-il que les deux compagnies françaises Elf et Total ont annoncé qu'elles acceptaient de pratiquer des rabais de 20 centimes par litre sur les cent trente-sept

stations autoroutières de leurs marques.

Par ailleurs les autres compagnies (BP, Shell, Mobil et Esso) accorderont aussi des baisses de tarif, mais dans une moindre mesure.

Ces baisses ne sont en rien un cadeau aux automobilistes, puisque les stations autoroutières profitaient largement de leur situation de monopole. Le prix du litre avait en effet atteint presque 6,21 F, alors que la moyenne nationale se situait autour de 5,72 F. Les racketteurs ont tout simplement décidé de baisser quelque peu le montant de leurs extorsions.

Mais si Bérégovoy a raison de mettre en cause les grosses compagnies pétrolières, il oublie volontairement ses propres responsabilités dans les hausses du prix de l'essence. Depuis le 29 janvier, date de la libération des prix, les taxes prélevées par l'Etat n'ont-elles pas augmenté de 15 centimes ?

Balayer devant la porte des autres, pourquoi pas. Mais sans oublier la sienne !



COMMUNIQUÉ

La répression aux Comores

Le Comité international contre la répression nous fait part d'une lettre qu'il a reçue de l'Association des Stagiaires et Etudiants des Comores, au sujet de la répression dans ce pays.

Nous en extrayons les passages suivants :

« Le 8 mars 1985, un groupe de la Garde Présidentielle (GP), en sédition contre les mercenaires, est présenté par la presse officielle comme une tentative de coup d'Etat et donne lieu à une série d'arrestations (une soixantaine de personnes) dont la plus notoire est celle de Moustoifa Said Cheik, premier secrétaire du Front Démocratique, intervenue le lundi 11 mars 1985.

A l'évidence, le pouvoir d'Ahmed Abdallah et les mercenaires se servent sciemment de cette révolte pour légitimer une répression féroce à l'endroit des sim-

ples gens, depuis des membres du parti d'opposition jusqu'à des citoyens ayant participé à des mouvements d'étudiants il y a plus de cinq ans.

(..) Les détenus font l'objet de tortures à l'électricité, de passage à tabac et autres sévices (...). Aucun chef d'accusation n'est encore prononcé. Pas de visite par les familles. Et pour cause !

A part Moustoifa Said Cheik, détenu dans le camp de MDE des Forces Armées Comoriennes (FAC), tous les autres sont incarcérés dans la nouvelle prison de Itsoundzou, à proximité du camp d'entraînement des mercenaires.

Cette prison est située loin des villes, dans un vaste champ où l'accès est interdit. Voilà pour les faits. »

1986 : Sauver les apparences

La balance commerciale, ça préoccupe le gouvernement. Pas tellement en soi, mais ce ne serait pas trop mal d'avoir supprimé le déficit avant 1986, histoire de couper un brin d'herbe sous les pieds de l'opposition.

A défaut de pouvoir augmenter les exportations et de réduire sur les besoins d'importation, on peut toujours tricher.

Dans le collimateur, les importations de pétrole. La loi impose aux grandes compagnies d'avoir des stocks « stratégiques » correspondant à 90 jours de consommation. Or ce stock est actuellement de 110 jours. Par ailleurs, les compagnies ont en stock pour elles-mêmes 90 jours de consommation, une habitude prise à l'époque des hausses brutales des prix du carburant et qui permet-

tait de vendre au nouveau prix du pétrole acheté à l'ancien.

Bref, actuellement, il y a un stock « excessif » : plus de trois mois et demi de consommation. De quoi réduire les importations d'autant et améliorer les comptes du commerce extérieur. Ça ne vaudra que pour un an, mais justement, on arriverait en 1986. Ça tombe bien !

Le compte est bon pour les patrons

L'INSEE, l'Institut national de la statistique, vient de publier ses « *résultats provisoires de l'année 1984* » des « *comptes de la nation* ».

Ce que les travailleurs constatent en faisant leurs comptes à eux, les statistiques le confirment à leur manière. Le pouvoir d'achat des ménages est en baisse de 0,7 %. En fait, ceci n'étant qu'une moyenne, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière a baissé bien plus que cela, en particulier à cause du chômage qui touche de nombreuses familles ouvrières.

Quant aux patrons, les statistiques en témoignent, ils

sont prospères : l'épargne brute des entreprises a augmenté de 18,3 % en 1983 et de 28,7 % en 1984. « *La part des salaires dans la valeur ajoutée s'abaisse de 51,1 % en 1983 à 50 % en 1984. Cette baisse provient elle-même de la faible croissance du taux de salaire horaire et de l'évolution des gains de productivité* » écrit l'INSE, bref, de l'augmentation de l'exploitation.

Mais s'ils empochent plus, les patrons n'investissent pas plus pour autant : « *L'investissement des entreprises accuse un recul de 2,9 %, en dépit d'une reprise sensible dans*

l'industrie » dit le rapport. Et quand investissements il y a, ils servent bien souvent de prétexte à des diminutions de personnel !

Pour 1985, le vent a tout l'air de continuer à souffler dans le même sens. L'INSEE vient d'annoncer pour le mois de mars une hausse des prix de 0,7 %, ce qui fait déjà 1,7 % depuis le début de l'année. Les prévisions du gouvernement (4,5 % pour l'année) seront bien vite dépassées. Comme les années précédentes, les prévisions ne servent qu'à justifier la limitation des hausses de salaires et le compte n'est pas près d'être bon.

Une recherche à fonds perdus... pas pour tout le monde

Le ministre de la Recherche et de la Technologie, après avoir rencontré à Lyon des industriels de la région, a annoncé des

« incitations fiscales » nouvelles s'ajoutant à la formule « *qui, d'après le ministre, marche bien et dont le plafond sera relevé* » du cré-

dit d'impôt recherche.

On ne sait pas très bien ce que cherchent les industriels, mais on sait déjà ce qu'ils trouvent : des sous !

Un ministre qui fait boum

Les habitants d'un immeuble sont sous surveillance médicale. Ils ont été intoxiqués par les gaz dégagés par l'incendie d'un transformateur EDF au pyralène. Jusqu'au dernier moment, les responsables EDF ont nié le danger. Il a fallu la ténacité d'une journaliste, qui a fait appel à des experts, pour que le scandale éclate. Et quel scandale !

Le produit dangereux dégagé n'est autre que de la dioxine, le fameux poison baladeur de Seveso.

A cette occasion, on a appris qu'il y avait ainsi 90 000 transformateurs de ce type en service en France, dont 11 000 sous la responsabilité EDF. Et qu'il n'était pas question de les changer. Trop cher, bien sûr !

Huguette Bouchardeau, le ministre de la Pollution, s'est expliquée. D'abord, le pyralène est un progrès ! Ensuite, on va contrôler ceux qui existent. Et enfin, il faut savoir vivre avec le danger : « *Tout le monde a une arrivée de gaz chez soi...* »

Et que ça saute !



L'art d'être ministre. c'est aussi l'art d'ouvrir le parapluie.

TOURS FETE DE LUTTE OUVRIERE

DIMANCHE 28 AVRIL, de 11 h à 21 h
à Saint-Avertin, près de TOURS

Château de Cangé

Spectacle avec KERGRIST, le clown Coco-géma ; Jazz avec Christian VIENOT.

Swing Band ; animation, jeux, débats, expositions... A midi, grande PAELLA.

Le police occupe le central téléphonique

Mercredi 17 avril, environ 150 travailleurs de Thomson-CSF-Téléphone ont occupé pendant plusieurs heures des locaux techniques du central téléphonique Inter Archives (Paris). A la suite des décisions de Thomson de licencier plusieurs centaines de travailleurs des équipes d'installation, ils exigeaient d'être reçus au ministère de l'Industrie.

Arrivés dans les locaux d'Archives à 12 h, ils avaient fixé un ultimatum au ministère de l'Industrie pour être reçus avant 15 h. Ils occupaient une salle où transitent la majorité des câbles du réseau national et international, et menaçaient de couper tous les circuits.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que, du côté de la direction du Central, l'atmosphère était plutôt

fiévreuse. Tous les services étaient fermés à clef, les bureaux des chefs aussi, et ceux-ci ont dû, à force de courir dans tous les sens, perdre des kilos.

Dès 13 h, à l'appel de la direction des PTT, plus d'une centaine de gendarmes mobiles, CRS et autres policiers étaient mobilisés dans le quartier. Les travailleurs de Thomson, n'ayant pas de réponse à 15 h, commençaient, à 15 h 15, à couper un certain nombre de câbles. Aussitôt, les flics restés jusqu'alors dans la rue recevaient l'ordre d'intervenir et investissaient le Central avec casques, matraques et fusils. Un certain nombre d'agents des PTT décidaient alors d'arrêter le travail tant que la police serait dans le Central et ils rejoignaient les travailleurs de Thomson qui avaient évacué les locaux

qu'ils occupaient après avoir appelé les travailleurs du Central à cesser le travail tant que la police serait présente.

Mais le directeur du centre PTT décidait (sous l'inspiration probable de la police) que tous les gens qui avaient participé à cette occupation devaient fournir leur identité, afin de pouvoir porter plainte pour sabotage. Alors s'engageait une négociation entre la police, la direction du centre PTT et les travailleurs de Thomson. Les grévistes des PTT étaient, eux, avec les agents de Thomson. Et au bout d'une heure et demie de discussions, les occupants pouvaient repartir librement, sans avoir donné leur identité.

Correspondant LO

Contre le licenciement, ça continue

Depuis le 27 mars, la mobilisation des employés pour obtenir la réintégration d'un ouvrier licencié (parce qu'il avait mal monté un néon chez lui) continue !

Le jeudi 11 avril, c'est à nouveau 170 employés qui ont participé à l'assemblée générale, réélisant le Comité de soutien (soutenu par la CFDT, FO et la CFTC de la CRAM). Nous avons décidé d'aller demander des comptes au directeur général à la réunion du CE. Auparavant, les membres du Comité siégeant au CE avaient lu une déclaration qui n'attira aucun commentaire, tant de la direction que de la CGT.

Nous avons envahi la réunion de CE pour exiger la réintégration. Le directeur-adjoint, blême, baissait la tête. Quant au directeur-général, ne sachant quoi dire, il leva la séance en catastrophe et s'enfuit avec son copain sous les huées du public. Comme le disaient des collègues : « Il est tellement blanc qu'on voit à travers ». Nous les avons raccompagnés à leurs bureaux où ils se sont enfermés à clé.

L'après-midi, l'inspectrice du travail est venue, mais la direction n'a pas voulu tenir compte de son avis favorable au licencié.

A une nouvelle réunion du CE, le directeur a accepté de discuter de

l'« affaire » avec la CGT, pourvu que ce soit hors procès verbal ! La CGT a accepté ! Il n'a rien eu de plus à dire, si ce n'est qu'il va fermer la cantine à clé, pour éviter les réunions et appeler un huissier.

Le 12 avril, 120 agents ont redébrayé pour faire le point. Ils ont décidé de tenir une assemblée par semaine et ont mandaté le Comité pour intervenir auprès du ministère, de la direction régionale et des personnalités. Une collecte organisée pour couvrir les frais a rapporté 1 324,70 F.

Depuis, le Comité a contacté des députés, des personnalités, des avocats, et pris des rendez-vous. Des employés de la CPAM de Rouen ont fait une pétition qui a recueilli près de 300 signatures. A la CAF (une toute petite caisse), ils en ont eu 76.

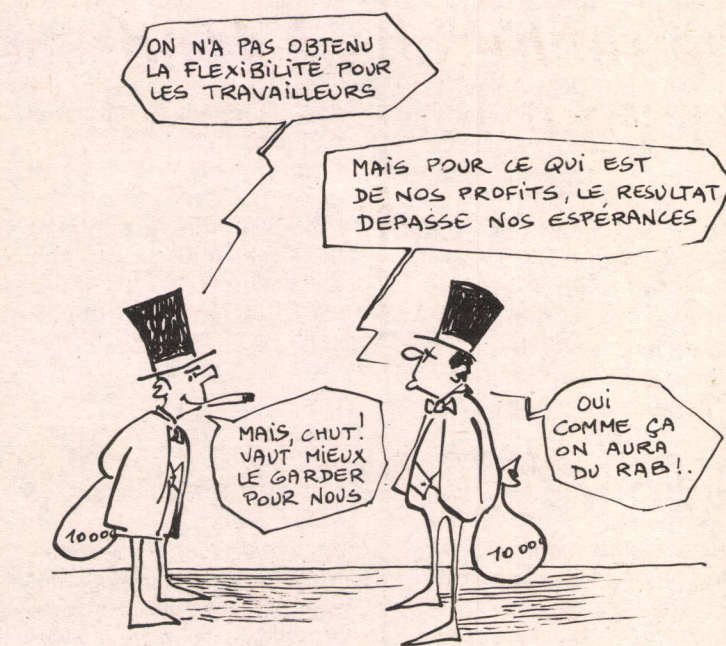
Le Comité s'est aussi mis en rapport avec la CPAM de Brest, que dirigeait notre directeur avant de venir à la CRAM. Les collègues de Brest nous ont demandé de ne pas renvoyer le colis : « Quand un cauchemar est terminé, inutile de le réveiller ». Ils nous ont aussi appris qu'en guise de cadeau des cadres, leur ex-directeur avait reçu une pétition de bon débarras. Ils doivent lui faire la publicité nécessaire à Brest.

Correspondant LO

Flexibilité : elle existe déjà

Libération du 17 avril publie une interview de Gilles Bélier, conseil juridique en droit social, ancien membre du cabinet de Jean Auroux, l'ex-ministre du Travail du gouvernement Mauroy. « Objectivement, les patrons ne peuvent pas dire qu'ils n'ont pas la liberté de licencier », affirme-t-il en conclusion de sa démonstration très convaincante. « 36 % des licenciements ont été opérés (en 1983) dans le cadre des liquidations judiciaires, c'est-à-dire sans que le patron ait eu besoin d'une quelconque autorisation. Et ceux qui étaient soumis à autorisation ont débouché dans 90 % des cas sur une réponse positive de l'administration. »

Le CNPF a donc tout lieu d'être satisfait du gouvernement. Mais il en réclame cependant plus : sa



manière à lui de faire de la politique, pas seulement pour s'opposer au gouvernement, mais dans le cadre

d'une campagne délibérée contre tout ce que les travailleurs considèrent comme des droits acquis.

Ministère du Travail : record de servilité

La lettre de l'Expansion du 15 avril fait état des conclusions d'une étude non rendue publique du ministère du Travail : les services du ministère

acceptent 43 % des demandes de licenciements collectifs en moins de trois semaines (32 % en moins de deux semaines).

Difficile, pour le patronat,

d'espérer un soutien plus diligent ! Quant aux salariés, il leur reste de longs mois de chômage pour se remettre de la rapidité du ministère...

Chômage : la route est longue

Pour le deuxième mois consécutif, le ministère du Travail publie des statistiques optimistes sur l'évolution du chômage : le chômage baisse !

Ainsi, à la fin du mois de mars, il y aurait — en données

corrigées pour tenir compte des variations saisonnières — 0,2 % de chômeurs de moins qu'à la fin février.

Même si c'était vrai, c'est-à-dire même si ce chiffre correspondait à autre chose qu'aux

maquillages divers du gouvernement en la matière, il faudrait à peu près un siècle, à ce rythme, pour redescendre à 200 000 chômeurs !

Notre sécurité avant tout

Dans la nuit du vendredi 12 avril, un attentat a été commis contre la banque israélienne Leumi, boulevard des Italiens. C'était le quatrième en huit ans. Dans cet immeuble, propriété de l'UAP, se trouve le Département du Commerce Extérieur, un service du Crédit Lyonnais qui regroupe 200 personnes.

Juste avant l'emménagement en 1981, il y avait eu un premier attentat. Nous avions fait une pétition et nous avions débrayé alors, pour réclamer l'installation de ce service ailleurs. Mais la direction n'avait pas tenu compte de nos revendications. Depuis notre installation, 2 attentats ont eu lieu, dont un le 21 août dernier.

La direction a recommencé alors à faire des promesses en ce qui concerne notre sécurité : elle a embauché un gardien et, pendant quinze jours, il y a eu la présence de la police. Depuis, malgré les interventions syndicales et l'inquiétude de tous, rien n'a été fait.

Et la semaine dernière donc, une explosion violente a provoqué d'énormes dégâts matériels dans la Banque Leumi et dans nos bureaux.

Lundi matin, en arrivant, nous avons découvert — malgré le nettoyage qui avait été

effectué pendant le week-end — des morceaux de verre un peu partout, des armoires défoncées, des planches ou du plastique pour remplacer les vitres qui avaient été soufflées.

Cette fois la direction, devant l'étendue des dégâts, est intervenue auprès de la Préfecture de Police et du ministre de l'Intérieur pour obtenir une surveillance permanente.

En attendant, nous travaillons au milieu des planches de bois, des vitres, du bruit des marteaux-piqueurs (il faut bien faire les réparations dans les locaux et dans la rue, où l'explosion a laissé des traces aussi). Et la direction, « généreusement », accorde par-ci par-là un départ anticipé, tout en continuant à affirmer que des mesures vont être prises et que cette fois, elle sera ferme.

Mais cette fois, nous aussi nous allons être fermes : une pétition circule, dans laquelle nous demandons tous le renforcement des mesures de sécurité. Et certains d'entre nous demandent le transfert ailleurs. Et comme nous n'avons pas vraiment confiance dans les promesses de la direction (elle en fait depuis si longtemps !), nous n'avons pas dit notre dernier mot...

Correspondant LO

dans
les entreprises

1 800 licenciements

chez Ducellier :

La dégradation de l'emploi en Auvergne

Depuis des années, les divers propriétaires des établissements Ducellier ont supprimé des milliers d'emplois. Mais le record vient d'être dépassé par la direction actuelle, le groupe Valéo, qui vient de faire connaître son plan de restructuration : 1 800 emplois supprimés dans les usines d'Issoire, Brassac, Vergongheon, et fermeture complète et définitive de l'usine d'Issoire.

DES PATRONS QUI S'ADAPTENT A LA CRISE

Cela fait des années que Ducellier perd des emplois : 1 200 dès 1981 : 970 en moins en novembre 1984, dont 300 licenciements « secs » ; et maintenant une nouvelle charrette, 1 800 sur les 3 700 salariés qui restaient encore, répartis sur cinq usines.

Il faut dire que ces décisions patronales font partie d'un plan systématique, de longue durée, que Valéo explique bien volontiers et régulièrement aux journaux bien-pensants : *Le Figaro*, *Les Echos* ou *La Montagne*. Valéo annonce dès le 21 février qu'il va mettre en place « un plan de redistribution des lieux de production destiné à rationaliser les activités du groupe ». Il aura suffi de quelques semaines pour que des milliers d'ouvriers et d'employés réalisent le sens de ces paroles.

Valéo est l'un des premiers fabricants d'équipements électriques pour l'automobile en Europe. Il s'est séparé du groupe anglais Lucas il y a juste un an, et passe des accords avec l'autre « grand » : Bosch. Ces dernières années, Valéo a absorbé pratiquement tous ses concurrents : Paris-Rhône, où un millier de licenciements sont en préparation, SEV-Marchal, Cibié, Motorola-Alternateurs. Pendant des années, Valéo a empoché de confortables bénéfices — plus de huit milliards de centimes en 1983 — mais déclare en avoir perdu autant en 1984, à cause de la division « machines-tournantes » (alternateurs et démarreurs) des sociétés Ducellier. Alors on supprime méthodiquement, froidement, ce qui coûte de l'argent au lieu d'en rapporter.

A l'usine de Sainte-Florine, à Brassac, 244 emplois en moins ; à Vergongheon, juste de l'autre côté de la frontière départementale, en Haute-Loire, 339 licenciements ; à Issoire : 1 218 licenciements et disparition de l'usine avant le 31 décembre 1985.

Et seulement 450 proposi-

tions de mutations dans la région Rhône-Alpes et dans le Nord-Pas-de-Calais : seule l'usine d'Etaples passerait de 828 à 1 200 personnes.

Et sans être porté à un pessimisme exagéré, il n'est pas du tout exclu que Ducellier soit totalement rayé de l'Auvergne : d'un point de vue technique, l'allumage mécanique est en train de disparaître, face aux progrès de l'électronique.

Les constructeurs, Renault, Peugeot, Citroën, vont équiper eux-mêmes, directement, leurs véhicules, en même temps qu'ils fabriquent les blocs moteurs.

En ajoutant l'argument de la concurrence internationale, des installations plus rentables au Brésil ou en Espagne, Valéo poursuit sa logique de concentrer ses activités. d'éliminer ce qui ne l'intéresse plus : c'est ce qu'il appelle « assainir la situation ».

LES REACTIONS

Bien avant l'annonce de ces mesures, les travailleurs et les syndicats, surtout la CGT, ont réagi ; mais de manière bien diverse, et par à-coups.

Depuis des mois (en fait dès octobre 1984), les militants de la CGT cherchent à mobiliser les travailleurs dans l'usine de Vergongheon où il y a eu une occupation, d'ailleurs très minoritaire. Mais depuis, la direction a repris les choses en main : chômage technique systématique, pratiquement un jour sur deux ; vagues de centaines de licenciements ; pression des cadres et de la maîtrise pour inciter aux démissions, aux départs volontaires ; cinq militants du PCF, délégués du personnel CGT, ont été licenciés avec l'accord du ministre du Travail, il y a une quinzaine de jours.

A plusieurs reprises, la CGT a impulsé à bout de bras des réunions, des manifestations, parfois spectaculaires, mais avec parfois très peu de participants : les barrages routiers sur la nationale 9 du vendredi 5 avril, et ferroviaires en gare d'Issoire, sur la ligne Paris-



Manifestation à Issoire, le 27 mars dernier.

Béziers, n'ont rassemblé que quelques dizaines de personnes.

Quant aux manifestations à Issoire, elles n'ont rassemblé que quelques centaines de travailleurs, malgré des appels provenant de multiples syndicats et partis politiques, ainsi que de personnalités locales.

C'est que les travailleurs, en tout cas pour le moment, n'ont pas le moral.

La CGT et le PCF agissent aussi de façon plus indirecte : consultation par écrit pour savoir si la population veut « rester et vivre au pays » ; interventions auprès des élus locaux. Certains, parmi ces derniers d'ailleurs, ne se gênent pas pour tourner et retourner leur veste dans un sens puis dans l'autre. Tel le député-maire Lavédrine, à Issoire, qui est socialiste. Jusqu'à la semaine dernière il avait refusé de participer à toutes les manifestations et de s'opposer aux licenciements. Il déclarait même aux journalistes : « Je ne dis pas « non » aux licenciements, mais « non » aux licenciements arbitraires. C'est du réalisme ». Eh bien maintenant, ce grand réaliste est au premier rang et va demander au Premier ministre d'interdire à Valéo de licencier.

Les travailleurs de Ducellier entendent toutes ces belles paroles des élus locaux avec un scepticisme bien justifié, car tout le monde a pu mesurer ici ce qu'ont valu les belles promesses des hommes de gauche du gouvernement.

Correspondant LO

Bilan de bonne santé

Chiffre d'affaires du groupe : santé satisfaisante, plus 1569 millions de francs. Bénéfice du groupe : santé plus que satisfaisante, plus 101 millions de francs de bénéfices. Le bilan du groupe est globalement positif.

Après sa consultation, le docteur du directoire nous confie :

— La poussée de fièvre du dollar n'a aucunement anémié les profits. Au contraire, il affirme que ceux-ci sont en pleine crise de croissance et qu'une cure en

Inde avec une consolidation en Chine leur fera le plus grand bien.

— Seule une poussée d'adrénaline des travailleurs, causée par un amaigrissement du pouvoir d'achat dû à un régime sévère de blocage des salaires et une instillation d'augmentation, provoquerait une hémorragie, et contrarierait le métabolisme de l'exploitation appliqué par les patrons de Roussel Uclaf.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Roussel Uclaf Romainville.

Elbeuf : la solidarité ouvrière, ça marche

A l'usine Rhône-Poulenc Santé d'Elbeuf, la direction avait embauché sous contrat à durée déterminée une vingtaine de jeunes. Nombre de ces contrats arrivant à expiration, ça discutait dans plusieurs secteurs des moyens d'imposer le maintien des jeunes sous contrat.

Et finalement c'est dans le secteur de la Manutention

qu'une trentaine de travailleurs, chefs compris, se sont mis en grève pour exiger l'embauche des deux jeunes sous contrat de leur secteur. La direction a alors reculé en annonçant l'embauche de tous les travailleurs sous contrat, y compris ceux à qui elle avait donné leur compte.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc Vitry.

Grève à la Sorenilif

Depuis le mercredi 3 avril, le personnel de la restauration des TGV est en grève. Le 11 avril, ils n'avaient toujours pas repris. Ils se battent pour l'augmentation de leur salaire — la plupart sont payés à peine un peu plus que le SMIC — et pour avoir un autre statut. Leurs conditions de travail sont dures ; ils font des aller-retour Paris-Genève, Chambéry, Lyon, dans une même journée. Pendant tout le voyage, ils sont debout. La

grande majorité de ceux qui sont embauchés n'atteignent pas une année d'ancienneté dans l'entreprise.

Avec des patrons qui se comportent comme des négriers, la manière forte est la seule qui puisse payer. La grève les obligera peut-être à mettre un peu d'eau dans leur vin et à satisfaire les revendications.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF Chambéry.

Bouygues, la maison des patrons

Bouygues, tout le monde connaît. Et surtout sa « maison de maçons ». Mais on connaît moins son embrigadement maison et son exploitation de maçons.

Le *Canard enchaîné* a révélé comment les cadres étaient préparés, sous pré-

texte et sur fond de formation professionnelle, à affronter les syndicats.

Après avoir été avertis de ne jamais discuter avec les « marxistes » de la CGT, les cadres sont mis en situation : sous les yeux d'un directeur et d'un magnéto-

cope, ils jouent le rôle du chef de chantier face à des ouvriers qui refusent de travailler quand il gèle ! Au cours de cette reconstitution avoue un responsable satisfait, « les grandes gueules se déchainent ».

Une formation en béton !

□ CELLULOSE D'AQUITAINE (St-Gaudens)

La Cellulose pue et pollue

Le Conseil permanent régional des associations d'environnement de Haute-Garonne accuse la Cellulose d'Aquitaine : « Depuis plus de vingt ans, a-t-il déclaré, l'usine de fabrication de pâte à papier pollue l'atmosphère, la Garonne et la nappe phréatique ». Il signale qu'entre 1962 et 1972, les teneurs en sulfate et en sodium dans des eaux souterraines ont été multipliées par plus de dix. Les mesures effectuées par le BRGM confirment d'ailleurs ces dires et les experts consultés par l'administration sont unanimes pour attribuer la responsabilité de la pollution à l'usine.

Mais la Cellulose ne fait pas que déverser dans l'atmosphère divers aérosols acides. Elle répand aussi, à plus de dix kilomètres à la ronde, des gaz à l'odeur de choux particulièrement désagréable.

Suite à divers investissements, des progrès ont, paraît-il, été enregistrés, ce qui a permis au directeur d'affirmer sur les ondes d'une radio locale qu'il n'y avait plus de pollution des eaux et bientôt plus de pollution de l'air.

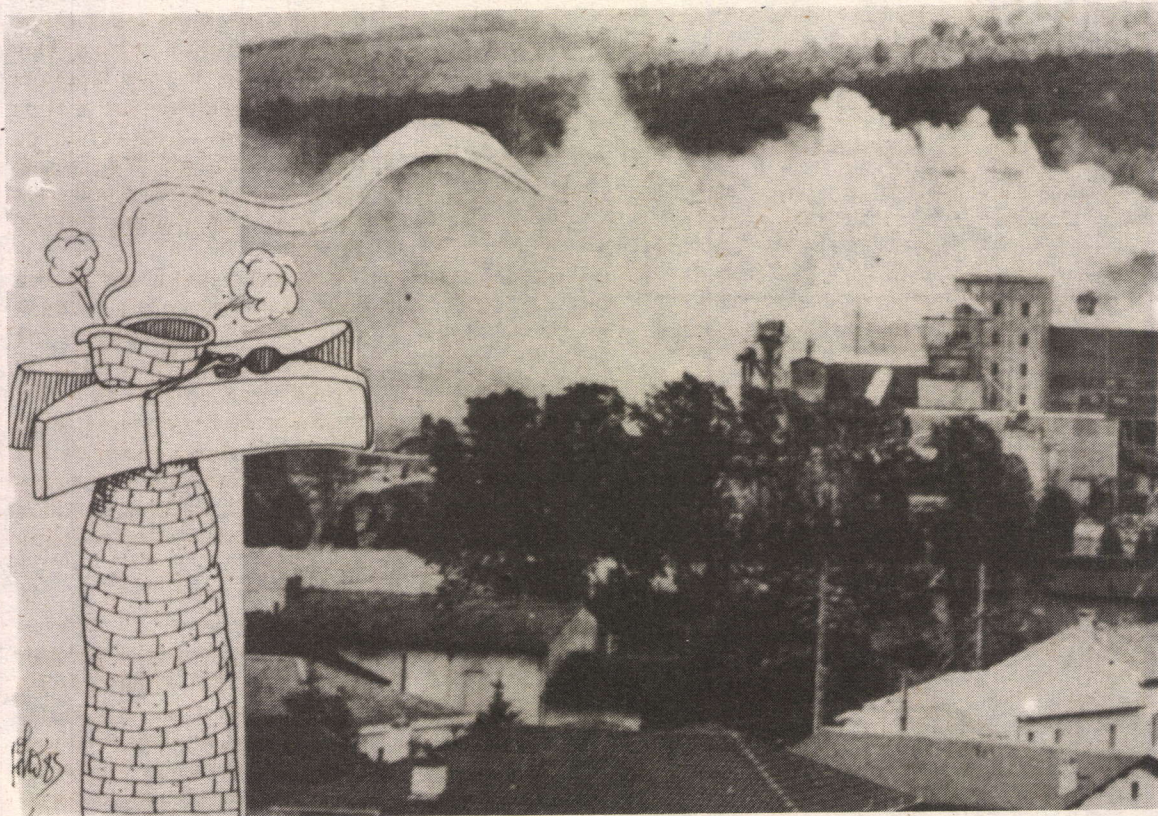
Mais ce bel optimisme n'a pas été partagé par le tribunal administratif de Toulouse qui vient de rendre son jugement : la Cellulose d'Aquitaine est mise en demeure dans un délai de trois mois de respecter les arrêtés préfectoraux, en ce qui concerne la pollution de l'eau ; une reconnaissance de la pollution provoquée par la pollution de l'usine est établie ; la société Cellulose du Rhône et d'Aquitaine est renvoyée

devant le commissaire de la République de la Haute-Garonne pour fixer les conditions à remplir en matière de prévention et de traitement des odeurs.

Reste donc maintenant à faire appliquer ce jugement. La direction prévoit l'installation d'un électro-filtre sur le haut de la cheminée. Cette opération dont le coût serait de 17 millions de francs devrait permettre de réduire les odeurs sans régler pour autant le problème de la pollution. C'est d'ailleurs ce qu'affirme le directeur de l'entreprise qui poursuit : « Il ne faut pas rêver et prendre en compte la réalité. Car si la Cellulose produit des nuisances, elle produit aussi des emplois. Plus de 5 000 avec les sous-traitants ». Signalons tout de même que l'usine qui comptait 650 salariés avant 1981, n'en compte aujourd'hui que 500 et dans quelques mois, avec les licenciements FNE, elle n'en comptera plus que 460. Le but à atteindre pour la direction étant de 360 salariés.

Alors, finalement, la direction est prête à faire un petit quelque chose contre les pollutions mais en déboursant le moins possible. Une idée ! Puisque ce sont les riverains qui se plaignent, pourquoi ne pas les faire payer eux ? Pourquoi ne serait-ce pas les collectivités locales qui avanceraient les fonds ? La direction de la Cellulose ne rejette pas une telle éventualité. Elle pourrait ainsi garder ses capitaux pour s'atteler à sa priorité actuelle... licencier !

Correspondant LO



Il n'y a pas que la vue, il y a aussi l'odeur.

Sécurité non respectée

Un accident qui aurait pu avoir des conséquences catastrophiques s'est produit sur la déchiqueteuse du Parc à bois, à la Cellulose d'Aquitaine.

Depuis un certain temps déjà, la machine faisait un bruit inhabituel. Les conducteurs l'ont signalé aux contre-maîtres qui eux-mêmes ont informé le chef du Parc à bois, mais ce dernier n'a rigoureusement pas fait cas de ces remarques qui lui étaient faites.

Ce qui se passait en fait : certains boulons se desserraient à cause des vibrations et ce qui devait arriver arriva : une partie de la machine a littéralement explosé. Des morceaux de ferraille de plusieurs kilos ont été projetés à 100 m à la ronde, trouant le carter épais de plusieurs millimètres, traversant le toit situé à 8 ou 10 m de haut et retombant un peu partout.

On imagine sans peine ce qui se serait produit si le conducteur de l'atelier, son aide

ou le contremaître s'étaient trouvés sur la trajectoire d'un de ces obus. Inutile de décrire l'émotion qui a touché les travailleurs du secteur. Quant au chef d'exploitation, il n'a rien trouvé d'autre à dire aux ouvriers qui réparaient la machine : « Alors vous en avez encore pour longtemps ». En voilà un au moins qui, dans ses bureaux bien protégés, n'a vraiment pas l'air perturbé par les problèmes de sécurité.

Correspondant L'O

□ CARMAUX

GRÈVE AUX ETABLISSEMENTS DELPOUX

Chez Delpoux, l'horaire est passé récemment de 41 h à 40 h. Le patron s'attendait à ce que les ouvriers continuent de faire plus de 40 heures afin de compenser la perte de salaire, en particulier en ce moment où il y a beaucoup de commandes. Devant le manque d'enthousiasme général, il décida de réunir le personnel le 2 avril. A défaut de le convaincre de travailler davantage il réussit à provoquer l'expression du mécontentement général à propos des salaires et du fameux « coup de pouce » promis depuis des années.

Les délégués CGT déposèrent un préavis de grève. Dès le lendemain matin, c'était l'effervescence et la grève éclata spontanément, totale chez les ouvriers (65 sur près d'une centaine de personnes) et partielle

au Bureau d'études. L'assemblée générale exprima les revendications :

- augmentation de salaire de 4 % ;
- suppression de l'abattement sur la prime de fin d'année en cas d'absence ;
- en cas de passage aux 39 h, maintien du salaire ;
- augmentation de la prime des monteurs en déplacement de 20 à 40 F.

Chaque matin s'est tenue l'assemblée générale des grévistes mais, rapidement, la grève, en fait, a été prise en charge par l'union locale CGT dont un responsable participait aux négociations avec le patron.

Celui-ci a eu le culot de déclarer qu'il comprenait le personnel mais qu'il ne pouvait

augmenter les salaires plus que ne le permettent les recommandations gouvernementales. Il tenta de nous intimider en envoyant une lettre à domicile affirmant qu'on « met en péril l'avenir de l'entreprise », mais sans succès.

Aussi, le troisième jour de grève on a vu le patron lâcher 2 % et augmenter la prime des monteurs de 20 à 33 F.

L'attitude du représentant de l'UL changea alors. Il expliqua que c'est une victoire. Comme le personnel lui rétorquait que 2 %, ce n'était pas grand-chose et que les autres revendications demeuraient, il expliqua que 2 % obtenus face au vice-président de l'union patronale du Tarn, c'était vraiment une grande victoire, ajoutant que continuer la grève, c'était risquer de tout perdre, et il pro-

posa de voter à bulletin secret, alors que jusque là on votait à main levée. Il y eut une nette majorité pour continuer : 52 contre 11 — dont 2 chefs. Le patron était atterré.

Le lendemain, le responsable de l'UL est venu accompagné d'un dirigeant de l'union départementale CGT et expliqua en substance : « c'est votre première grève, mais nous nous avons l'habitude et nous savons que le patron ne lâchera pas plus : il faut reprendre. Vous voulez aller trop loin, vous allez tout perdre ». A l'assemblée générale, les grévistes n'étaient pas d'accord et certains dirent même que les revendications étaient dérisoires, et ils en ajoutèrent d'autres.

Finalement, le chef d'atelier,

et quelques ouvriers ébranlés par le discours des responsables CGT ont demandé un vote à bulletin secret : 38 pour continuer la grève, 26 pour arrêter. Quelques partisans de la reprise dirent qu'ils allaient reprendre de toute façon l'après-midi. Alors, les grévistes décidèrent d'arrêter tous ensemble.

Mais le mécontentement demeure et certains sont conscients qu'il ne faut pas laisser la direction des grèves à un syndicat. Car, si c'est la CGT qui a aidé au déclenchement de la grève en prenant l'initiative de déposer un préavis, c'est aussi elle qui a décidé de l'arrêter quand elle a voulu, et bien que l'ensemble du personnel ait voulu continuer.

Correspondant LO

□ CHR (Besançon)

□ PTT (Tri Paris-Austerlitz)

Des radios... actifs



Mardi 9 avril, les manipulateurs radio, les aides-radio et les infirmières des services de radiologie et de radiothérapie des deux hôpitaux de Besançon se sont fâchés.

Nous sommes 75 à être touchés par la circulaire de janvier 1985 tendant à supprimer les congés rayons, mesure qui représente une économie de deux postes environ pour la direction. Mais ces congés, nous y tenons ! Nous les avons depuis 1966 et la direction avait déjà tenté de les supprimer il y a 10 ans. Suite à 10 jours de grève, nous avons pu sauver 8 jours annuels de congés.

Alors, dès l'annonce de cette mesure, nous avons adressé une pétition de protestation à la direction. Une réunion du Comité technique paritaire s'est alors prononcée pour repousser l'application du texte.

Après discussion avec le personnel concerné, quelques employés ont appelé à une assemblée générale et nous sommes allés en délégation chez le directeur pour savoir s'il allait suivre l'avis du Comité technique paritaire. Il nous a opposé un refus catégorique. Pour lui, il y a une circulaire à appliquer et le reste, il s'en fiche. A la suite de cette entrevue, nous nous sommes réunis en assemblée générale et nous avons décidé une grève de 24 heures pour le 9 avril, soutenus par les syndicats CGT et CFDT. Onze d'entre nous se sont proposés, approuvés

par l'assemblée, pour constituer un Comité d'organisation du mouvement et ils ont reçu l'approbation de l'assemblée. La première tâche de ce Comité a été de faire un tract d'information qui reprenait l'appel à la grève du 9 avril.

La journée de grève a été suivie à 90 % des effectifs. Il y a longtemps que nous n'avions pas vu une pareille mobilisation. Tout le monde ressentait la nécessité d'un mouvement national. Nous avons donc décidé que le Comité d'organisation contacte les hôpitaux de la région ainsi que les hôpitaux des villes où existe déjà une mobilisation. Nous sommes ensuite allés à 50 demander au directeur s'il était toujours décidé à appliquer la circulaire. Il n'a pas voulu nous recevoir dans son bureau, en nous disant que le personnel, il n'en avait rien à faire...

Puis nous avons distribué les tracts pour expliquer au reste du personnel pourquoi nous étions en grève. La journée s'est terminée par une manifestation à la DASS et à la préfecture, où ces messieurs nous ont répété que la crise c'est la crise et que réclamer des congés c'est un luxe que l'on ne peut pas se permettre. Pour notre part, nous pensons plutôt que l'on pourrait créer des emplois, si l'on travaillait moins, et qu'un gouvernement qui se prétend de gauche ne devrait pas toucher aux acquis des travailleurs...

Correspondant LO

Débrayages au « Transit »

Au Centre de tri Austerlitz, les employés du service Transit ont débrayé dans les 5 brigades les 9, 10 et 11 avril. Le Transit, c'est le tri des paquets venant de Seine-et-Marne et de l'Essonne ou en direction de ces départements. Cela représente entre 4 000 et 5 000 sacs par jour, soit environ 100 000 paquets.

Ces débrayages ont eu lieu pour protester contre la décision de l'administration de diminuer fortement le trafic du Transit (trois quarts du trafic devraient être transférés le 13 mai sur d'autres centres de tri), et de muter les travailleurs concernés dans d'autres services du centre, sans tenir compte de leur avis.

Jusqu'au mois d'avril, la direction refusait de dire si c'étaient les brigades de nuit (deux fois 20 travailleurs) ou celles de jour (trois fois 20 travailleurs) qui allaient disparaître. Finalement, on apprenait que ce seraient les brigades de jour : les agents trieurs seraient mutés en salle de tri, mais les préposés seraient mutés au Transbord, ce qu'ils refusent pour la plupart. En effet le Transbord est un quai de chargement et de déchargement de camions et de wagons : le travail y est pénible, dans les vapeurs des gaz d'échappement des camions. L'hiver, ouvert aux quatre vents, il y fait très froid, et toute l'année on y subit les coups de gueule de certains petits chefs qu'on appelle « bidous ». Sitôt le plan de la direction connu, plusieurs assemblées générales ont été organisées dans les brigades de jour. Une délégation a été élue en brigade B pour aller demander aux syndicats de venir pour soutenir les revendications, ce que seule la CFDT a accepté. La CGT et FO défendaient la même position : il ne fallait pas se battre pour les reclassements au choix du personnel, mais lutter contre le départ du trafic... prévu depuis des années, et tous les employés pensaient que ce n'était plus possible.

L'assemblée générale, qui rassemblait une trentaine de travailleurs des deux brigades présentes à cette heure-là, a voté une motion-pétition signée ensuite par la totalité du personnel, motion qui a été emmenée deux jours plus tard en délégation à la direction.

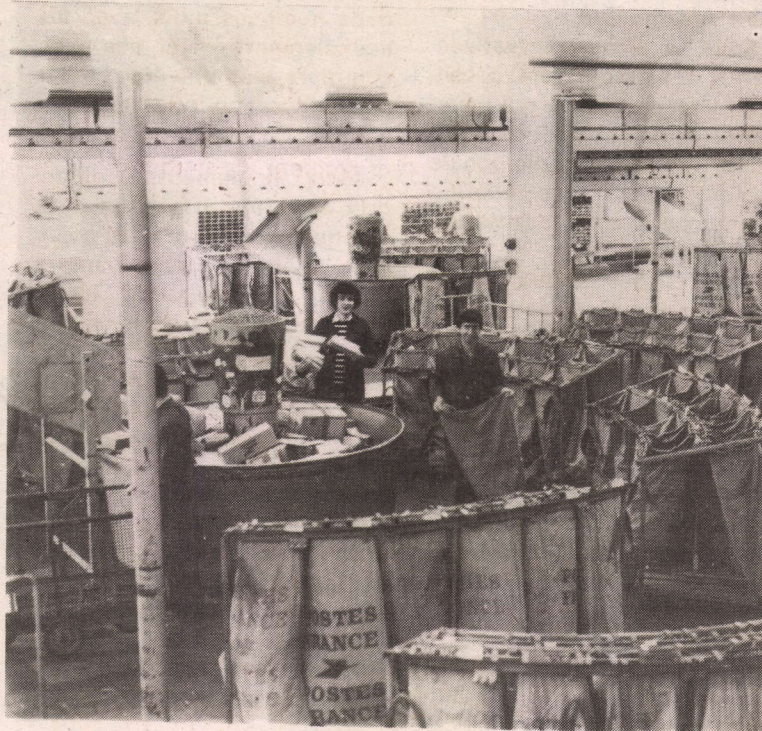
Le directeur, pas si sûr de lui, avait choisi de réunir pendant une heure les deux brigades de jour pour expliquer sa position : « Vous comprenez que je ne peux pas mettre des préposés en sureffectif dans un service, alors qu'il en manque ailleurs ». Un collègue lui ayant demandé s'il était d'accord

pour venir installer son bureau au Transbord... n'a pas eu de réponse ; un autre collègue, lui demandant de chercher des volontaires, n'a pas eu plus de chance.

Finalement, il a été décidé de débrayer pour appuyer la revendication. Les débrayages ont été suivis à la quasi-totalité en brigades de jour (d'une heure à une demi-journée) et à 70 % en solidarité dans les deux brigades de nuit (entre une et deux heures).

Mardi 16 avril, nous sommes retournés à une vingtaine en délégation demander des comptes à la direction. Pour l'instant, celle-ci se retranche derrière le Comité mixte paritaire (commission mixte direction-syndicats) qui a lieu jeudi 18 avril. Et il est question de débrayer ce jour-là, pour soutenir notre revendication. Affaire à suivre.

Correspondant LO



□ RENAULT (Saint Ouen)

Une protestation antiraciste

Suite à la campagne « Touche pas à mon pote », la CFDT avait apposé une affiche au panneau syndical dénonçant les crimes racistes perpétrés ces dernières semaines. Dans l'usine plusieurs travailleurs arborent le badge de « SOS-Racisme ». Des affichettes Lutte Ouvrière « Les prolétaires n'ont pas de patrie, les seuls étrangers sont les exploités » apparaissent sur les murs et les machines. Plusieurs tracts de la CGT et du PCF ont également été diffusés.

Mardi matin, une affiche ouvertement raciste avait été apposée sur l'affiche CFDT, ainsi qu'au poste de travail d'un camarade.

L'affiche raciste accusait les travailleurs immigrés parlant de « ton pote qui viole ma fille, vole le sac à main de ma femme, ou donne de la drogue à mon fils ».

A 9 h30, environ cent cinquante travailleurs se réunissaient à l'appel des syndicats CGT-CFDT de l'usine. La CGT intervint pour dire que la CGT serait toujours présente pour défendre les travailleurs immigrés contre le racisme et qu'elle appelait les ouvriers à monter à la direction pour que celle-ci prenne des mesures contre le racisme. L'orateur de la CFDT, qui est aussi un militant de Lutte Ouvrière,

dénonça le racisme, mais attaqua aussi le nationalisme et le chauvinisme, disant que les patrons sont bien les « seuls étrangers pour la classe ouvrière ».

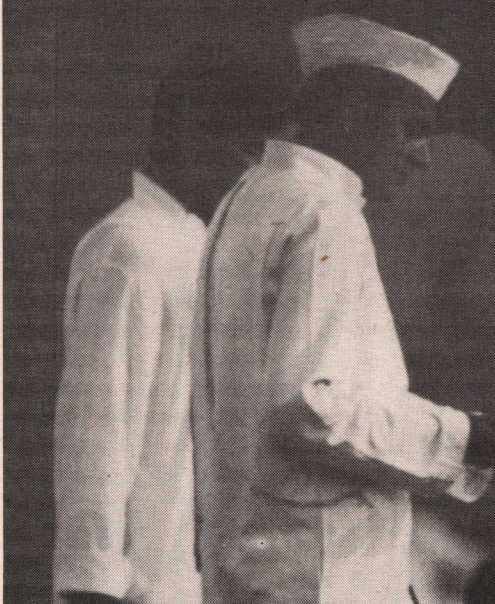
En équipe du soir aussi, une trentaine de travailleurs se réunirent, et des discussions ont continué toute la soirée. Certains travailleurs, décidés à ne pas laisser passer les actes racistes, parlent de retrouver, même si c'est difficile, les auteurs de l'affiche raciste. Preuve est faite en tout cas qu'il y a des travailleurs décidés à ne pas laisser passer ce genre de choses.

Correspondant LO

« Les Indiens »

de Trevor Fishlock

la vie de tous les jours dans la République de l'Inde



Ce livre, au titre engageant regroupe une série d'articles que l'auteur a écrits pour le journal britannique *The Times*.

Il décrit quelques-uns des aspects de la vie indienne : les taudis surpeuplés des grandes villes, l'exploitation des petits paysans, la corruption du régime, mais aussi la survie de traditions barbares comme celle qui fait brûler vive la veuve d'un homme décédé. L'auteur évoque aussi les mœurs, le cinéma, la presse,

enfin la politique d'Indira Gandhi et de son fils qui lui a succédé au pouvoir.

Mais si quelques-unes des descriptions ne manquent pas d'intérêt la plupart restent quand même superficielles. Quant aux pages où l'auteur compare les mœurs indiennes à celles de l'Occident (du moins telles qu'il se les imagine), lorsqu'il fait par exemple doctement remarquer qu'en Inde on se marie par intérêt, contrairement à ici, où seul,

selon lui, le mariage par amour serait la règle..., elles sont franchement agaçantes.

Avec ce livre, on aura donc entre les mains un panorama rapide et facile à lire de l'Inde actuelle, mais sans grandes explications, sinon les « points de vue » de l'auteur qui voit de la « démocratie indienne » là où les faits montrent la dictature.

Jacques FONTENOY

Les Indiens de Trevor Fishlock, éd. Belfond, 245 p., 89 F.

Communiqués

Théâtre

Madame Quichotte, jusqu'au 24 mai au Théâtre de l'est Parisien, 159, avenue Gambetta, Paris 20^e.

Play Strindberg

de Friedrich Durrenmatt

Les 24, 25, 26 avril et tous les jours pairs jusqu'au 26 mai.

Horaires : 20 h 30, dimanche 16 h, relâche dimanche soir et lundi, (alternance avec *Dialogues d'exilés* de Bertolt Brecht, les jours impairs). 18 Théâtre, 16, rue Georgette Agutte, Paris 18^e.

Exposition Achille Perilli à la Galerie d'art internationale 12, rue Jean-Ferrandi, Paris 6^e

Jusqu'au 18 mai 1985, la Galerie d'Art International présente une exposition d'œuvres récentes du peintre italien Achille Perilli.

Né à Rome en 1927, Perilli est depuis la fin des années 40 l'un des plus fervents animateurs du mouvement d'art abstrait en Italie.

Paris Art Center 36, rue Falguière, Paris 15^e.

Lalu La, danse contemporaine, 29 avril au 5 mai.

Une série de représentations de danse contemporaine sera présentée par le groupe Altróteatro que dirige Lucia Latour. Il s'agit d'un spectacle d'environ 60 minutes « pour mouvement et image ».

Bibliothèque Municipale de Sarcelles

37, bd Bergson

le 27 avril à 15 h

Marianne Alphan et Bernard Noël. Lecture-débat par deux écrivains contemporains majeurs. Vente-signature. En collaboration avec le Centre littéraire de Royanmont.

Sélection télé

Samedi 20 avril

20 h 05. FR3. Le Disney channel : vieux dessins animés, Zorro en feuilleton, video-clips avec les souvenirs de la maison Walt Disney.

22 h 45. TF1. Droit de réponse : Prête moi ta plume, ou comment faire écrire par d'autres son « autobiographie ».

Dimanche 21 avril

20 h 35. TF1. Traquenard, film américain de Nicholas Ray (1958) avec Robert Taylor et Cyd Charisse. Un film policier dans le Chicago des années trente, à la belle époque du gangstérisme américain. Une œuvre magnifique presque un chef-d'œuvre dit la critique.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : Le tigre du Bengale film allemand de Fritz Lang (1958). Amour et aventures au pays des maharadjahs.

Lundi 22 avril

20 h 35. TF1. L'avenir du futur avec La guerre des abîmes (film d'aventures qui met aux prises Américains et Russes pour le renflouement du paquebot Titanic) suivi d'un débat sur l'exploitation des océans.

20 h 35. FR3. La baraka, film français (1982) avec Roger Hanin et Marthe Villalonga. Un bourgeois enrichi, ancien rapatrié d'Algérie est sauvé d'un accident par un jeune homme qui habite dans une masure isolée. Le bourgeois est raciste et le jeune homme arabe. Un film avec de bonnes intentions, mais la démonstration est un peu lourde.

Mardi 23 avril

20 h 35. FR3. Le chat connaît l'assassin, film américain de Robert Benton (1976) avec Lily Tomlin. Comédie policière.

20 h 40. A2. Ma femme s'appelle reviens, film français de Patrice Leconte avec Anémone et Michel Blanc. Deux portraits de « paumés » dans une comédie satirique.

22 h 35. TF1. Tintam'art : de l'humour pour tous les goûts avec des extraits du dernier spectacle de Bernard Haller, du théâtre de boulevard, des gags en musique et même Bobby Lapointe.

Mercredi 24 avril

22 h 25. FR3. Un colt pour trois salopards film anglais (1971) avec Raquel Welch. Western. Une jeune femme se venge implacablement de trois brutes.

Jeudi 25 avril

14 h 50. A2. Aux yeux du souvenir film de Jean Delannoy (1948) avec Michèle Morgan et Jean Marais. Drame sentimental pour deux monstres sacrés du cinéma.

20 h 35. FR3. La vie devant soi, film de Moshé Mizrahi (1977) tiré du célèbre roman d'Emile Ajar. Simone Signoret joue Madame Rosa, une vieille femme juive habitant Belleville, à Paris, qui garde des enfants de prostituées. Momo, 14 ans, Nord-africain, dont les parents ont disparu, s'attache à Madame Rosa.

22 h 10. A2. Carte de presse : La folie en douce, une enquête dans le département du Cher où près de 2000 malades mentaux sont placés en milieu familial.

22 h 50. FR3. Hommage à Chagall, le peintre inspiré par la religion juive et par ses racines russes et qui vient de mourir à 97 ans.

23 h 15. TF1. Jeanne d'Arc, film américain (1948) avec Ingrid Bergman.

Vendredi 26 avril

17 h 05. A2. Itinéraires : « Bolivie, la vie des mineurs ». Trois documents filmés par des mineurs boliviens dans le cadre d'un stage audiovisuel organisé par le ministère français de la Coopération et la Confédération Ouvrière Bolivienne.

21 h 30. FR3. Danger, virus !, émission médicale consacrée à la résistance et au développement de certaines maladies infectieuses, malgré les progrès de la médecine.

23 h. A2. Ciné-club : Chercheurs d'or (Go West) (1940), film burlesque avec les Marx Brothers.

MOTS CROISÉS

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	E	C	O	U	P	A	G	E	S
II	E	P	A	U	L	E	M	E	N	T
III	B	I	L	L	E	V	E	S	E	E
IV	A	S	E	M	E	T	E	L		
V	N	E	M	A	L	L	E			
VI	D	O	P	A		E	U	F		
VII	A	S	A		A		E	L	L	E
VIII	D	I	L	A	T	A	T	E	U	R
IX	E	N	E	R	V	A	T	I	O	N
X	S	E	T	S		R	E		R	E

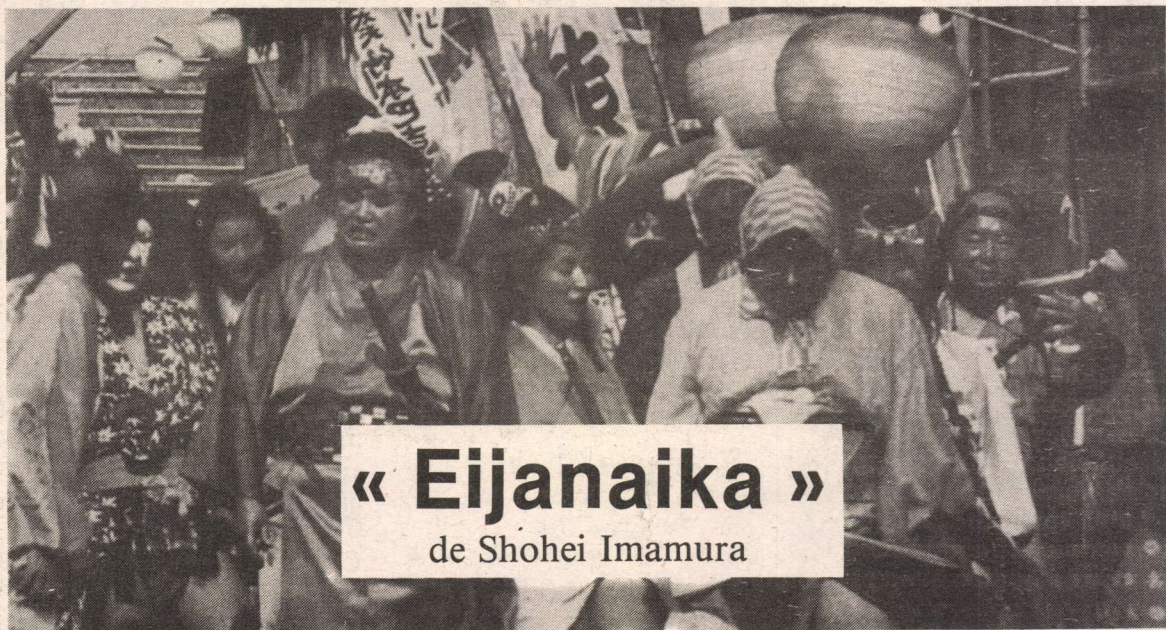
HORIZONTALEMENT

I. Homme de Dieu, du tsar et surtout de la tsarine. II. Il s'écrase. Sépare. III. Indiens - Ribambelle. IV. Chaînes de montres. V. Personnel - Change de voix. VI. Il annonce la fin. VII. Aussi loin qu'il porte, on n'en voit pas la fin - Elle ronge. VIII. Elle vit en campagne - Autrement beau. IX. De bénitier par exemple. X. Indispensables.

VERTICALEMENT

1. Un oiseau qui affiche sa couleur. 2. Ils tirent des coups. 3. Elles font du mouron aux petits oiseaux. 4. Mesurées - Il a son bonnet. 5. Une sacrée vache, mais renversée - Doit être répété pour être chanté. 6. Dernier - Du verbe avoir. 7. Trois sur six - Romains. 8. Le petit du tarot peut l'être. 9. Elle porte l'orage - Tireur d'élite. 10. Maladies infectieuses de la peau.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										



« Eijanaika »

de Shohei Imamura

1866. Edo, capitale du Japon, qui ne s'appelle pas encore Tokyo. Genji revient des Etats-Unis où il a passé six ans. Conquis par ce pays il veut y retourner avec sa femme. Encore faut-il la retrouver. Il la recherche et la rencontre : elle est devenue une des attractions du spectacle proposé par une maison close du quartier est, le quartier des plaisirs, sur lequel règne un maquereau, marchand d'armes, organisateur occulte de casses lucratives et qui appartient également à un groupe intrigant contre le shogunat, le pouvoir en place des militaires au Japon.

Les Américains sont présents depuis quelques années au Japon et tirent peut-être une partie des ficelles de ces complots multiples dans lesquels sont entraînés des gens du peuple qui font toujours les frais des retournements multiples de situation.

Le film est une succession d'images vives et colorées, oscillant entre le burlesque truculent et la vio-

lence la plus sanglante. Le metteur en scène (de qui on a pu voir déjà *La ballade de Narayama*) a placé sa caméra au milieu du petit peuple des villes, manipulé sans vergogne par des politiciens corrompus. Bientôt une page de l'histoire du Japon va être tournée. On voit grandir l'influence occidentale, et s'éteindre la puissance de la caste militaire des samourais.

Dans la séquence finale, le film évoque une révolte du petit peuple marginal et déclassé des villes, aux cris de « Eijanaika » - « Pourquoi pas ? » (qui répond à l'affirmation : « Changez le monde », peinte sur les bannières brandies par un mouvement qui regroupa à cette époque dans tout le Japon jusqu'à cinq millions d'hommes et de femmes).

Avec ces femmes et ces hommes qu'aucune convention ne semble pouvoir dominer, nous voilà bien loin de l'image du Japon traditionnel avec ses femmes soumises et ses guerriers farouches. Ce mouve-

ment populaire ressemble, en effet, à un carnaval, mais un carnaval qui tourne vite à l'émeute populaire.

Le petit peuple du quartier est franchit ainsi la rivière et arrive sur la rive ouest, le domaine du terrible shogun qui convoque aussitôt la troupe et lave l'affront dans le sang. « Le monde est cruel quand il change », commente d'ailleurs un témoin cynique du massacre.

Ce film fait donc revivre une des révoltes populaires dont le Japon fut riche entre le XVII^e et le XIX^e siècle, puisqu'il en connut près de sept mille ; vingt-cinq par an. Des révoltes contre des abus locaux, qui ne débouchèrent jamais sur une révolution pour balayer tout le système corrompu du Japon féodal. Le spectateur en garde des images fortes, même si la confusion des intrigues est souvent déroutante, en partie parce que cette période de l'histoire du Japon ne nous est guère familière.

Jacques FONTENOY

« Poulet au vinaigre »

de Claude Chabrol

Dans une petite ville de province, trois notables, le médecin, le notaire et le boucher, veulent mettre la main sur un terrain pour monter une opération immobilière ; mais sur ce terrain, il y a une maison, et dans cette maison une femme et son fils qui à aucun prix ne veulent la vendre. Le fils, qui est employé des postes, utilise sa position stratégique d'homme qui relie les hommes pour placer tout ce beau

monde sous surveillance.

Accidents, disparitions, une série d'événements mystérieux surviennent.

L'inspecteur qui mène l'enquête, s'il ne manque pas d'humour, n'hésite pas non plus à employer la manière forte.

Ce poulet au vinaigre, évoluant dans ce panier de crabes, donne un film qui ne manque pas de piment.

J.-J. L.

« Blanche et Marie »

Dans une petite ville de province, un groupe de résistants comprenant des travailleurs, le coiffeur, le curé s'activent. Blanche et Marie est centré sur les femmes qui s'engagent dans l'activité de ce groupe.

Il y a la grand-mère, mais surtout cette jeune mère de famille (Miou-Miou) et la fille du coiffeur (Sandrine Bonnaire). Pas facile quand on est femme et jeune de surcroît de s'imposer à une résistance bien masculine où les aventuriers ne font pas défaut.

Ces jeunes femmes se sont engagées pour la « France », pour la « patrie », mais Blanche est écoeurée lorsqu'on veut lui faire assassiner de sang-froid un jeune prisonnier allemand, et elle n'est pas dupe sur les véritables bénéficiaires de la Libération.

Mais ni la présence de Miou-Miou ou de Sandrine Bonnaire, ni leurs quelques interrogations ne sauvent ce film nationaliste. Un film bleu, blanche, rouge.

R.C.

« 2010 »

Il s'agit d'un film de science-fiction, la suite de 2001, Odyssée de l'espace, réalisée par Stanley Kubrick d'après le livre de A. Clarke. Clarke avait écrit une suite qui est donc aujourd'hui portée à l'écran.

Dès le début du film, on retrouve les mystérieux parallélipèdes noirs qui ponctuaient les moments dramatiques de 2001, qui semblaient être à l'origine de la disparition de l'expédition lancée sur Jupiter. Neuf ans plus tard, scientifiques russes et américains décident de collaborer pour tenter une nouvelle expédition afin de récupérer le vaisseau échoué.

L'expédition est longue et les rapports entre Russes et

Américains de plus en plus tendus. Sur Terre, l'URSS et les Etats-Unis sont en état de guerre...

Mais les mystérieux parallélipèdes extra-terrestres veillent : source de la vie dans notre système solaire, leur intervention spectaculaire ramènera la paix dans les chaumières !

Si, pour une fois, les extra-terrestres de ce film de science-fiction ne sont pas des brutes sanguinaires, il est à souhaiter que l'absurdité du système politique en vigueur sur notre planète soit tout de même réglée sans attendre leur problématique intervention !

J.-J. F.

Sélection cinéma

Films récents...

LA DÉCHIRURE.

de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine au régime des Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur. Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Paramount Odéon 6^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Maxeville 9^e. UGC Gobelins 13^e. Montparnos 14^e. Gaumont Sud 14^e.

BRAZIL.

de Terry Gilliam.

Une critique de la société américaine, dans le style de 1984, traité sur le mode de l'humour noir. Forum Arc-en-Ciel 1^{er} (vo). Berlitz 2^e. Hautefeuille 6^e (vo). Colisée 8^e (vo). Reflet Balzac 8^e. Escorial 13^e (vo). Trois Par-nassiens 14^e (vo).

SOLDIER'S STORY.

de Norman Jewison.

L'enquête sur le meurtre d'un sergent noir dans l'armée américaine de 1944 révèle des réactions différen-

tes des Noirs, face au racisme de la société.

Marignan 8^e (vo). Lumière 9^e. Gaité-Rochechouard 9^e.

LES RIPOUX

de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée. Forum Orient Express 1^{er}. UGC Opéra 2^e. Capri 2^e. Danton 6^e. Normandie 8^e. UGC Boulevards 9^e. Athena 12^e. UGC Gobelins 13^e. Paramount Montparnasse 14^e. Convention St-Charles 15^e. Clichy Pathé 18^e.

GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Capri 2^e.

AMADEUS

de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur de Cour officiel à la médiocrité sombre et jalouse. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique, merveilleusement commentée par Mozart ou Salieri eux-

mêmes, sublime.

Impérial 2^e. Vendôme 2^e (vo).

Ciné Beaubourg 3^e (vo). Cino-

ches 6^e (vo). George V 8^e (vo).

Maxeville 9^e. Montparnos 14^e.

ANOTHER COUNTRY

de Marek Kaniévski

La vie d'un collège anglais dans les années 30. En filigrane, comment de jeunes intellectuels gagnés au communisme sont devenus des « taupes », des espions au service de l'URSS. Olympic Luxembourg 6^e (vo).

EL NORTE.

de Gregory Nava.

Deux jeunes paysans du Guatemala, chassés de leur village par la misère et la dictature, découvrent que les USA dont ils rêvaient leur réservent, eux aussi, leur dose d'oppression sordide. Cinoches 6^e (vo). Lumière 9^e.

PARIS, TEXAS.

de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain. Panthéon 5^e (vo). Marbeuf 8^e.

LA DIAGONALE DU FOU.

de Richard Dembo.

L'affrontement de deux

joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas.

Impérial 2^e. St-Germain Stu-

dio 5^e. Elysée Lincoln 8^e.

Paramount Montparnasse

14^e. Mayfair 16^e. Club de

l'Etoile 17^e.

... et moins récents

DANTON.

d'Andrzej Wajda.

L'opposition entre Robespierre et Danton, dans une Révolution française revue et corrigée par le regard polonais de Wajda. Studio 43 9^e.

DOCTEUR JIVAGO.

de David Lean.

Une grande fresque sur la Révolution russe. Action Lafayette 9^e.

ELEPHANT MAN.

de David Lynch.

Un film sur la tolérance et la différence. Panthéon 5^e. Olympic Luxembourg 6^e.

L'ETOFFE DES HÉROS.

de Philip Kaufman.

La conquête de l'espace par les Américains. Avec réalisme et humour. Boite à film 17^e.

THE BLUES BROTHERS.

de John Landis.

Une comédie musicale américaine désopilante... et sympathique.

Boîte à films 17^e (vo).

LA GUERRE DU FEU.

de Jean-Jacques Annaud.

Les premiers hommes découvrent l'amour, le rire, la solidarité.

Châtelet Victoria 1^{er}. Grand Pavois 15^e.

MAMA ROMA.

de Fellini.

L'Italie d'après guerre dans les banlieues de Rome. St-Ambroise 11^e.

METROPOLIS

de Fritz Lang

Le peuple de l'Abîme (les prolétaires) se révolte contre les Maîtres de la surface. Mais l'Amour réconcilie les classes... Ciné Beaubourg 3^e.

RUE CASES-NÈGRES.

de Euzhan Palcy.

La vie des ouvriers dans les plantations de canne à sucre en Martinique. Grand Pavois 15^e.

— 25, 26, 27 mai —

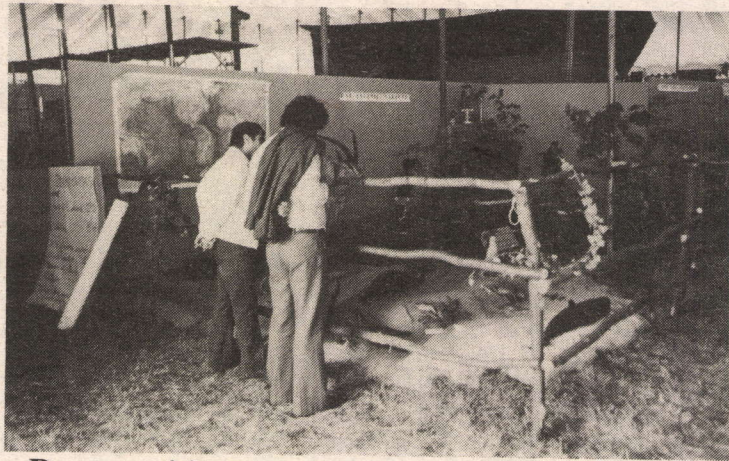
C'EST LA FETE

Pendant trois jours, les 25-26 et 27 mai, la fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire, ce seront des discussions, des débats, des expositions, des livres, la possibilité de mieux connaître les idées révolutionnaires, dans une ambiance fraternelle et champêtre.

Mais la fête ce seront aussi :

- des centaines de stands
- deux scènes de spectacles permanents
- une cité du Jazz et une guinguette
- deux salles de cinéma
- des expositions scientifiques
- des animations à chaque instant, dans toutes les allées.

Et du théâtre, « Comedia dell'arte » avec le « Gruppo Teatro Laboratorio » de Vérone.



• Des expositions scientifiques



• La cité du jazz



• Des spécialités culinaires d'ici et d'ailleurs



• Des débats



• Des jeux pour les petits...

et pour les grands !

• Du rire avec Jean Kergrist



• De la chanson avec Francis Lalanne



• Du blues avec Luther Allison



En Montand, de la crise à la guerre

Il nous avait déjà dit : « *Vive la crise* », le voilà qui nous invite à regarder « *la guerre en face* ». Yves Montand, qui chantait autrefois que « *la guerre est un drôle de petit jeu* », a l'air d'y avoir pris goût. A l'heure où nous écrivons, nous n'avons pas encore vu le spectacle télévisé qu'il offrait jeudi soir ; mais nous savons déjà par toute la presse qu'il comportait le déferlement surprise de chars russes sur l'Europe occidentale et le débarquement envahissant sur les côtes de France de « boat people » venus d'on ne sait où, mais quand même, peut-on supposer, du Maghreb ou du Moyen-Orient.

Ce cocktail de « péril rouge », voire de « péril arabe », avec frisson garanti d'avance, a, paraît-il, pour but d'« expliquer » à la population française qu'il faut prendre au sérieux les problèmes de défense du pays contre ces envahisseurs supposés. Montand est là pour mettre dans l'opération toute la pédagogie — et la démagogie — nécessaire pour frapper l'imagination du téléspectateur, sans lésiner sur les moyens. Il s'agit de faire peur et on utilise pour cela — qui s'en étonnerait dans une émission sur la guerre — la grosse artillerie.

Cette « *guerre en face* », du coup, fait la Une des journaux. Chacun se met sérieusement à nous faire la leçon, à nous décrire la prochaine guerre, à nous expliquer qu'il faut être prêts à se défendre contre les « menaces »,

venues de l'Est ou d'on ne sait trop où, qui pèseraient sur nos libertés. Le ministre de la Défense Hernu se déplace en personne devant les caméras pour expliquer comment les bombinettes françaises pourront tenir en échec les missiles russes. Et tous ces gens-là discutent d'armes stratégiques et tactiques, de bombes atomiques et d'armes conventionnelles, Hernu se prend pour Napoléon à Austerlitz. Mais nous, ils nous prennent pour des petits soldats.

Car l'émission de Montand tombe justement au moment où le gouvernement français s'apprêterait à lancer le projet « Eureka », un programme européen de recherches militaires qui serait le pendant de la « guerre des étoiles » de Reagan. Ça n'est évidemment pas par hasard. Il s'agit de justifier le lancement de nou-

velles dépenses d'armement, et donc de nous démontrer l'intérêt de la rigueur et des sacrifices financiers pour la défense de la patrie. Car les Matra et les Dassault qui fabriquent les missiles et autres engins, eux, on ne les paye pas avec des mots ni même avec des images de Montand à la télé ; on les paye avec des espèces sonnantes qu'il faut bien prendre quelque part.

Sous l'emballage Montand, on ne fait jamais que nous servir la vieille rengaine du « si tu veux la paix, prépare la guerre », qui veut que fabriquer de plus en plus d'armements serait le meilleur moyen d'avoir la paix, mais qui a toujours débouché sur la guerre. Et dans l'immédiat, le seul résultat de cette politique est justement d'engloutir des sommes énormes dans des matériels d'armement, qui d'ailleurs sont périmés à peine construits ce qui justifie alors d'en fabriquer d'autres, pour le seul profit des trusts capitalistes qui les fabriquent.

Et c'est justement de là que vient le danger de guerre : du système capitaliste et pas de la « menace » extérieure. Il vient de ce système économi-



que qui ne peut plus fonctionner qu'en pressurant la population pour assurer le profit d'une poignée de possédants, même si ce qu'ils fabriquent n'a aucun intérêt pour le reste de la société. Il vient de ce système en crise où le seul secteur qui connaisse le progrès technique devient le secteur militaire, basé sur les commandes d'Etat, d'un système qui accumule de telles tensions sociales, de tels conflits, de telles sources de crise que, par deux fois

depuis le début du siècle, il a entraîné le monde dans la boucherie guerrière.

C'est de cette absurdité, de cette folie, que vient le danger de guerre, et de la bêtise insondable de ces stratèges de café du commerce, qu'ils s'appellent Montand ou Hernu, qui surgissent inévitablement et se croient désignés par le destin pour nous inviter à la prochaine « der des ders ».

André FRY

PEROU

Les duperies de l'électoratisme

Une large majorité des huit millions d'électeurs péruviens s'est donc rendue aux urnes le dimanche 14 avril. Rien n'avait été épargné, en effet, pour mobiliser la population pour ce scrutin. La presse péruvienne regorgeait d'articles, d'estimations de vote, de dossiers sur les divers partis en lice. Le mode de scrutin était inlassablement réexpliqué, les Péruviens votant en même temps pour élire le président, les députés et les sénateurs. Tous les partis ont acheté des temps de parole à la télévision et à la radio. On aurait pu croire à une campagne comme s'en offrent presque chaque année les pays les plus riches de la planète, à quelques différences près pourtant : cent mille policiers et soldats étaient sur le pied de guerre pour « *veiller à la bonne marche du scrutin* ».

Sauf coup de théâtre, c'est donc Alan Garcia, le chef de file de l'Alliance pour la Révolution Américaine (APRA) qui devrait être le président des quelque 20 millions de Péruviens, après le deuxième tour en juin prochain. Son parti, un parti modéré de centre-gauche, vient en effet de remporter les élections en frôlant la barre des 50 % (contre 33 % lors des municipales de 1983). Il précède la Gauche Unie, une coalition des partis de gauche qui comprend des intellectuels et des personnalités, ainsi que

des chrétiens de gauche, le PC pro-Moscou et divers groupes maoïstes et d'extrême-gauche (22 % des voix contre près de 29 % aux municipales).

Le grand perdant est le parti de l'actuel président Belaunde Terry qui, élu il y a cinq ans avec 45 % des voix, n'a totalisé cette fois que 5 % des voix alors qu'il faisait encore 17 % aux municipales.

Ce n'est certainement pas sur la base de son programme que l'APRA a été élue, puisque celui-ci n'existait qu'à quelques exemplaires dactylogra-

phiés ! Un de ses dirigeants s'étant même vanté qu'ils n'avaient « *pas eu le temps pour le rédiger en bon espagnol* ».

L'APRA, qui s'était tenue en réserve pendant ces dernières années, a bénéficié de l'usure du gouvernement Terry, des illusions électoralistes de la population et d'un mécontentement croissant depuis deux ans, alimenté par la dégradation rapide de la situation économique. L'inflation devrait être cette année de 200 %, le double de l'année dernière, et la dette s'élève déjà à 135 milliards de francs dont près de 50 sont d'ailleurs dus au seul impérialisme français.

L'APRA n'a en aucune façon l'intention de s'attaquer sérieusement à ce problème de la crise. D'ailleurs Alan Garcia s'est bien gardé au cours de sa campagne de s'engager sur quoi que ce soit, n'employant que des formules vagues où il était question de mettre fin à la misère, de réduire le montant des importations, et obtenir

des aménagements pour le remboursement de la dette. Le seul point où il était précis, c'était sur le nationalisme. Comme l'ont dit les responsables de sa campagne, il a fait une campagne à la Reagan pour « *faire vibrer les cordes de l'amour national* ». Il a donc été beaucoup question d'« *un Pérou pour tous les Péruviens* », et maintenant l'APRA envisage un gouvernement de coalition, avec éventuellement la Gauche Unie si elle accepte, pour faire accepter à la population péruvienne une société du « travail », c'est-à-dire des sacrifices qui épargnent aux nantis du Pérou les frais de la crise.

L'APRA, ce vieux parti nationaliste discrédité, fondé jadis, dans les années 1920, par Haya de la Torre jouant alors la carte de l'anti-impérialisme pour obtenir le soutien populaire à sa politique au service de la bourgeoisie nationale, s'était compromis au fil des ans dans des politiques toujours plus conservatrices, et même pro-

nord-américaines. Les militaires au pouvoir de 1968 à 1975 avaient même repris son programme de réformes. Il avait alors quasiment disparu de la scène politique. L'APRA a donc réussi aujourd'hui le tour de force de se refaire, au moins le temps d'une campagne électorale, une image de marque de parti moderne et prometteur, mais c'est un vieux cheval de retour qui ne devrait pas faire illusion bien longtemps.

C'est bien pourquoi les classes laborieuses du Pérou, qui subissent aujourd'hui la crise de plein fouet, qui ont vu leur niveau de vie se réduire de 15 % pour les agriculteurs, de 30 % pour les ouvriers, de 40 % pour les employés, n'ont rien à attendre de bon de ce côté-là, d'un parti qui ne touchera jamais à aucun des responsables de cette situation catastrophique : l'impérialisme, la bourgeoisie nationale et son bras armé, l'armée péruvienne.

Jacques FONTENOY